

Rouge

CFDT :
les enjeux
du 39^e congrès

page 9

M 1578 N° 1017 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 21 mai au 27 mai 82



CONTRE

REAGAN LA GUERRE

Des dizaines d'organisations
et de personnalités appellent à une

MANIFESTATION NATIONALE

Citroën : l'intolérable !

Il ne se passe pas de jour sans l'annonce de faits intolérables. Le patronat poursuit sa politique. Aujourd'hui comme hier.

• A Besançon, c'est la fermeture de Rhône-Poulenc-Textile. Neuf cents emplois supprimés par Jean Gandois, P-DG de Rhône-Poulenc. Maintenu en place par la majorité PS et PC, il veut achever la « restructuration » et la « rentabilisation » commencées sous Giscard.

• En Lorraine, dans la sidérurgie, c'est le chômage technique de milliers de travailleurs lié au projet — encore gardé secret — de supprimer 12 000 emplois (4 000 à Longwy, 4 000 à la Sollar, 3 000 à Sacilor...). Ainsi se réaliseront les plans de l'Europe capitaliste.

• A Citroën, la direction a entrepris une campagne de presse contre les syndicats ouvriers, en particulier contre la CGT. Elle fait décider par des tribunaux que les piquets de grève doivent être supprimés. A la tête de cette opération un homme, François Cusey, traité par le gouvernement comme un « respectable » directeur général du personnel de Citroën : il s'agit en fait d'un ancien dirigeant de la CFT à Peugeot-Sochaux en 1972. Il a fait carrière : « prêté »

pour diriger l'opération de commando contre la grève de Peugeot à Saint-Etienne en 1973, il est ensuite monté dans la direction de Citroën. A travers cet individu, aujourd'hui « défenseur » de « la liberté du travail », on voit ce qu'il en est de la volonté, au sein du patronat, « de s'adapter au changement ».

Trois faits, trois raisons de la colère ouvrière, trois cas où la majorité élue il y a un an laisse faire le patronat.

Est-ce cela « la lutte prioritaire contre le chômage » ? Est-ce cela « la mobilisation des énergies pour le changement » ?

Pourquoi ne pas faire toute la lumière sur des personnages comme ce Cusey, à la tête de Citroën ? Cela, pourtant, montrerait clairement la réalité cachée derrière les leçons de morale du patronat. Pourquoi, compte tenu de ce que le ministère du Travail sait de la CSL (ex-CFT), ne pas décider, tout simplement, de dissoudre cette bande armée du patronat ?

Quant aux « plans » des P-DG de Rhône-Poulenc ou de la sidérurgie, ont-ils été faits en fonction des besoins des travailleurs ? La réponse est trop évidente : pas un seul instant

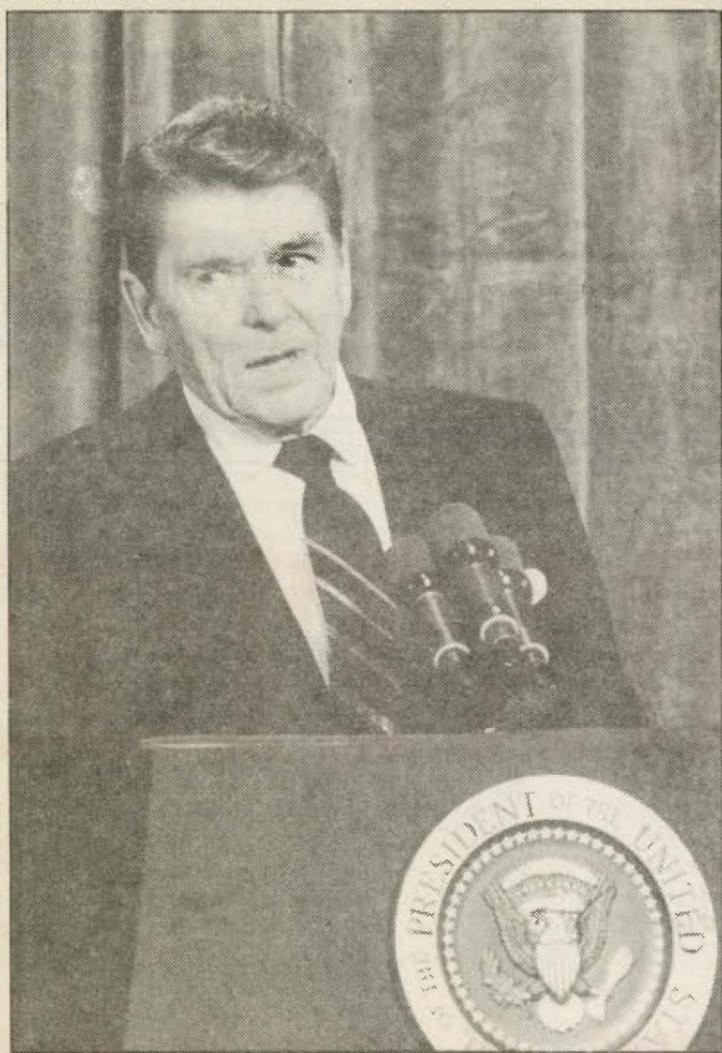
les décisions prises sous Giscard n'ont été changées.

Les décisions scandaleuses des patrons, ça suffit ! Les Cusey et autres agents de la répression patronale qui se cachent derrière les grands principes humanitaires, ça suffit ! Ce n'est pas pour rien que les travailleurs se sont débarrassés, malgré toutes ses mises en scène hypocrites, de Giscard et de sa bande. Les méfaits du patronat, ça suffit ! Les mobilisations des travailleurs montrent assez ce qu'ils veulent. Et l'aide qu'ils attendent de la majorité du PS et du PC élue l'an dernier.

DERNIERE PROVOCATION

**Citroën veut licencier
17 délégués CGT**

**MANIFESTATION
MARDI A PARIS**



APPEL LCR · LO · PCI

Le 5 juin, Ronald Reagan sera à Paris. Ce jour-là, en Amérique centrale, des centaines de nouvelles victimes tomberont sous les coups des dictatures militaires soutenues à bout de bras par l'impérialisme américain, au Salvador, au Guatemala. La répression sauvage qui frappe ces pays a fait plus de 60 000 morts en un an. Le choix de l'impérialisme est clair : le maintien de ces dictatures sanguinaires à n'importe quel prix, qui ne peut exclure une intervention militaire directe contre le Nicaragua et Cuba. Face à la victoire des masses nicaraguayennes et du FSLN en juillet 1979, et au développement croissant de la lutte des masses exploitées et opprimées de toute l'Amérique centrale, telle est sa réponse.

Contre le bourreau de l'Amérique centrale, le plus élémentaire des devoirs est de développer la solidarité internationale des travailleurs avec les ouvriers et les paysans du Salvador et du Guatemala et avec les organisations qui dirigent leur lutte, de soutenir leur combat pour en finir avec les dictatures sanglantes, la domination impérialiste et l'exploitation capitaliste.

Reagan vient en Europe pour y consolider les rapports des USA avec leurs partenaires impérialistes, et pousser au renforcement du potentiel nucléaire de l'OTAN et de l'Alliance atlantique. C'est à ce titre qu'il sera officiellement accueilli à Paris par les représentants de l'impérialisme français.

Il y a un an, François Mitterrand était élu à la présidence de la République et une majorité de députés du PC et du PS au Parlement. Mais la France est toujours membre de l'Alliance atlantique. C'est toujours la défense des intérêts impérialistes et néocoloniaux de la France qui dicte la politique du gouvernement, qu'il s'agisse de sa participation au sommet de Versailles, du maintien de troupes françaises en Afrique, ou du soutien apporté à la Grande-Bretagne au nom de la « démocratie » dans le conflit des Malouines. Le long calvaire de Bobby Sands et de ses camarades a montré que la mort n'est pas plus douce dans les prisons britanniques qu'aux mains des tortionnaires au pouvoir en Argentine.

Ce sont les mêmes larmes de crocodile que versent les démocraties impérialistes sur le peuple argentin sous la botte des généraux qu'ils ont armés jusqu'aux dents, ou sur les travailleurs polonais qui secouent le joug de la bureaucratie stalinienne et se battent, non pas pour un retour au capitalisme, mais pour le socialisme, un véritable socialisme dans la liberté.

En Amérique centrale, en Argentine ou en Pologne, les peuples en lutte contre leur oppression, les travailleurs qui se soulèvent contre l'exploitation capitaliste ou l'oppression bureaucratique n'ont rien à attendre des « démocraties bourgeoises ». Ils ne peuvent compter que sur la solidarité internationale de leurs frères de classe.

Le système capitaliste a plongé une nouvelle fois le monde dans la crise économique. Les interventions militaires et la course aux armements entreprises aussi bien par le puissant impérialisme américain que par les impérialismes français et britannique montrent que pour tenter de sortir de la crise de leur système, ils peuvent emprunter à nouveau la voie qui mènerait à une guerre généralisée.

Reagan doit être accueilli en Europe par de puissantes mobilisations anti-impérialistes.

Il faut tout faire pour que les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales descendent massivement dans la rue le 5 juin pour s'opposer à l'intervention impérialiste en Amérique centrale et au renforcement de l'arsenal nucléaire en Europe, pour affirmer leur opposition à tout impérialisme et d'abord à celui de leur propre pays.

C'est sur ces objectifs que nos trois organisations se mobilisent et appellent à renforcer le cortège qu'elles formeront dans la manifestation du 5 juin.

**Ligue communiste révolutionnaire
Lutte ouvrière
Parti communiste internationaliste**



CONTRE

- Rien ne peut justifier le silence des grandes organisations ouvrières
- Dans toute la France, la mobilisation prend son essor
- La marche nationale se rassemblera à 14h place Clichy

A deux semaines du sommet impérialiste de Versailles et de la réunion de l'OTAN à Bonn, une activité fébrile s'est emparée des milieux occidentaux. L'enjeu n'est nullement dissimulé : il s'agit d'introduire une nouvelle cohésion dans la direction du camp impérialiste. Pour les Etats-Unis, l'objectif est tout particulièrement d'obtenir le ralliement de l'ensemble du « monde libre » à sa stratégie de tension internationale, de réarmement et d'intervention contre les luttes révolutionnaires dans le monde.

Devant des échéances d'une telle importance, ne pas réagir, c'est laisser les mains libres à Reagan pour développer ses capacités de destruction nucléaire et pour tenter d'écraser les peuples d'Amérique centrale. Ne pas réagir, c'est laisser l'une ou l'autre des métropoles impérialistes recourir à la diplomatie de la canonniers pour sauver l'héritage des guerres coloniales. L'ampleur des moyens déployés dans l'Atlantique-Sud par le gouvernement britannique est à cet égard, pour tous les anti-impérialistes, un net avertissement.

On ne peut donc que se féliciter que dans les principaux pays d'Europe, de puissantes démonstrations de masse soient en préparation à l'occasion de la venue du chef de file de l'impérialisme mondial.

En France, rien ne peut justifier le silence actuel du PC et du PS, de la CGT, de la CFDT et de la FEN. Il n'est pourtant pas un militant qui ne comprenne que la tournée du chef de l'exécutif américain est, dans les conditions présentes, une occasion de faire la démonstration, par des manifestations massives, que les peuples s'opposent au cours actuel de la politique impérialiste. Aucune initiative, avant ou après ce périple, ne peut répondre à cet objectif.

Il existe des divergences sur la Pologne ou les euromissiles ? Il n'en existe apparemment aucune sur l'Amérique centrale. Manifester le 5 juin, c'est donner un contenu concret aux déclarations de solidarité publiées par les uns et les autres. Et qu'on ne vienne pas invoquer la solidarité avec le gouvernement français qui organise le sommet de Versailles. Car cela signifierait que les positions de principe du PC et du PS, l'indépendance du mouvement syndical, doivent s'effacer devant la raison d'Etat. Pas un militant socialiste, pas un militant communiste, pas un syndicaliste ne saurait accepter de tels arguments.

Il est encore temps de changer le cours des choses. Pour cela, il faut que s'intensifient partout les préparatifs d'une mobilisation le 5 juin, que se créent des comités unitaires et que se développent les initiatives locales.

D'ores et déjà, la mobilisation prend son essor. De nouvelles personnalités ont signé l'appel (publié dans « Rouge » du 14 mai) à une marche nationale à Paris. La LCR, Lutte ouvrière et le PCI viennent de publier un appel commun à la mobilisation (voir ci-contre). La LCR se félicite d'une telle démarche qui ne peut que multiplier les capacités de mobilisation, et souhaite que d'autres initiatives du même type soient prises au cours des prochains mois face aux principales échéances politiques.

Il n'est plus un instant à perdre. Dans l'unité, il faut faire du 5 juin un grand moment de la lutte contre l'impérialisme.

Christian Picquet

Que fait le PCF ?

QUE se passe-t-il du côté du Mouvement de la paix où l'on sait que le PCF est en position de force. Il semble que conscient de l'ampleur de la mobilisation qui se prépare, ce dernier ait décidé d'allumer un contre-feu plutôt que de reconnaître son erreur et de se joindre à tous ceux qui appellent à manifester contre Reagan le 5 juin. On annonce en effet la sortie prochaine d'un appel de personnalités initié par Aragon, Ségué, Bazin, Séguillon notamment, pour une manifestation nationale le 20 juin à Paris à l'occasion de la session spéciale de l'ONU sur le désarmement. Dans cette décision du courant antiguerre animé par le PCF, il y a l'aboutissement d'une double logique que nous jugeons au plus haut point dangereuse pour le mouvement de masse dans son ensemble.

1) Le PC n'entend pas prendre le risque d'une critique du gouvernement en matière de politique étrangère. Son changement de cours à propos des Malouines, de même que les conditions dans lesquelles il s'effectue, en témoigne suffisamment. Aussi accepte-t-il non seulement que le pays reste dans l'alliance contre-révolutionnaire de l'Atlantique-nord, mais que la politique étrangère

et militaire du gouvernement soit entièrement soumise aux impératifs atlantistes. C'est ainsi que de la bombe à neutrons, il n'est plus question. C'est ainsi qu'alors que Reagan sera reçu en grande pompe à Versailles, à la veille du sommet des « brigands impérialistes » de l'OTAN, le PCF ne bronchera pas.

2) Le PC, fidèle en cela aux conceptions de la bureaucratie soviétique au sein du mouvement mondial pour la paix, entend se servir du mouvement de masse comme base de manœuvre lors des négociations à venir entre Brejnev et Reagan. Il en vient donc à privilégier la traditionnelle et sans surprise session de l'ONU sur le désarmement et à renoncer à mobiliser contre le sommet de l'OTAN qui prépare justement cette échéance du point de vue des intérêts de l'impérialisme. Une manifestation le 20 juin est objectivement moins efficace qu'une initiative le 5 juin. Qui peut le nier ? C'est cette divergence majeure qui nous avait empêché de signer l'Appel de Paris, lancé le 25 octobre par le Mouvement de la paix.

Nous sommes pour notre part favorables à des mobilisations dont le but est bien le désarmement unilaté-

ral de l'impérialisme, y compris français, et opposés à toute subordination du mouvement de masse aux initiatives diplomatiques de l'URSS. Ajoutons que le PCF devrait avoir compris que son orientation mise en œuvre avec constance depuis plus de trente ans au sein du Mouvement de la paix explique pour une bonne part la perte de crédibilité de celui-ci.

Dans ces conditions, le rassemblement national de Nîmes organisé par le Mouvement de la paix ce week-end ne sera pas l'échéance de mobilisation qu'il aurait pu être pour la préparation des grandes manifestations de juin en France comme dans toute l'Europe.

J.-L. M.

A l'occasion du rassemblement de Nîmes
REUNION PUBLIQUE DE LA LCR

avec J.-L. Michel
à 18 h 30, samedi 22 mai
au Centre culturel Pablo-Neruda

REAGAN-LA-GUERRE



□ L'Europe contre le bourreau du Salvador

La tournée qu'effectuera Ronald Reagan en Europe, dans les premiers jours de juin, et la tenue à cette occasion du sommet de l'OTAN, relançant dans tous les pays les mobilisations pour la paix et contre le réarmement impérialiste.

Le 15 mai, des manifestations dans plusieurs capitales ont rassemblé des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs : 80 000 à Göteborg dans l'ouest de la Suède, 40 000 à Vienne en Autriche, plus de 25 000 à Hanovre en Allemagne fédérale. D'autres initiatives sont d'ores et déjà prévues : à Rome le 5 juin où la manifestation sera probablement soutenue par le Parti communiste italien ; à Londres, le lendemain, à l'appel de Campaign for Nuclear Disarmament (CND) et de comités « pour accueillir Reagan » ; à Bonn quatre jours plus tard enfin, où les huit cents organisations qui avaient été à l'origine de la démonstration du 10 octobre dernier appellent à une nouvelle manifestation qui devrait rassembler un demi-million de personnes.

Washington ne ménage pas ses efforts pour que le sommet atlantique du 10 juin permette de renforcer la cohésion du camp

impérialiste sous la houlette de la Maison-Blanche. Cela passe par un alignement inconditionnel des gouvernements européens sur ses objectifs en matière de surarmement stratégique et d'augmentation des dépenses militaires. A l'occasion de la réunion des ministres des quinze pays membres de l'OTAN qui vient de se tenir à Luxembourg, le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig et son homologue ouest-allemand, Hans Dietrich Gensher, ont ainsi convenu « de la nécessité d'un effort accru de défense dans tous les domaines ».

C'est probablement en RFA que la visite du chef de l'exécutif américain et la réunion de l'Alliance atlantique apparaissent le plus comme une provocation. Les Etats signataires du Traité de l'Atlantique-Nord doivent en effet à cette occasion ratifier l'implantation en Europe de 572 nouvelles fusées nucléaires dont 204 pour ce seul pays. Nous analysons ci-dessous les conséquences outre-Rhin d'une telle décision et les raisons qui ont conduit au développement de la mobilisation la plus massive d'Europe occidentale.

RFA: LE DEFERLEMENT

C'EST en Allemagne fédérale que le mouvement contre le réarmement impérialiste a pris le plus d'ampleur au cours des derniers mois. Le 10 octobre, 300 000 personnes — plus que la RFA n'avait jamais connu de manifestants — se rassemblaient à Bonn. Plusieurs pétitions en faveur du désarmement — notamment « l'appel de Krefeld », lancé par l'Union allemande pour la paix (DFU) — ont recueilli des millions de signatures.

« La majorité de la population ouest-allemande ne veut pas soutenir la politique hystérique d'une partie de l'administration Reagan », déclarait récemment Peter Glotz, le secrétaire général du Parti social-démocrate (SPD). Il ne faisait là que traduire ce qu'un sondage avait déjà clairement démontré dès juin 1981 : 67 % de la population étaient favorables à l'ouverture immédiate de négociations avec l'URSS sans déploiement de fusées nucléaires sur le sol allemand.

Une telle lame de fond n'a rien pour surprendre. Les désastres de la Deuxième Guerre mondiale et ses dix millions de morts ont laissé des traces indélébiles dans la conscience des masses. Et nul ne peut ignorer que les deux Etats allemands — situés à la jonction entre l'Est et l'Ouest — feraient au premier chef les frais d'un conflit nucléaire. Depuis une quinzaine d'années, 6 000 têtes atomiques américaines sont installées en RFA. Selon un récent congrès de médecins « contre la guerre nucléaire » qui s'est tenu à Hambourg, l'explosion de 10 % seulement de cette quinzaine de « dans une guerre défensive » suffirait à anéantir le pays. On comprend l'inquiétude, toute une population et même de certains secteurs de la classe dominante. « Comment vivre



La manifestation de Bonn le 10 octobre dernier.

avec la guerre atomique », titrait il y a peu, le grand journal de Hambourg, *Die Zeit*. Et il expliquait, carte à l'appui : « Voilà à quelle distance de Francfort vous devez habiter si vous comptez survivre à l'explosion d'une bombe atomique d'une mégatonne au-dessus de la ville. »

Lutte contre le militarisme

La double décision de l'OTAN en 1979 de déployer 108 fusées Pershing et 96 missiles de croisière, capables de frapper directement des objectifs en Union soviétique, a servi de détonateur. D'autant que, parallèlement, les responsables de l'administration américaine ne cachaient pas leur intention d'utiliser la RFA comme « zone du champ de bataille » dans le cadre d'un « conflit nucléaire limité ». Le général Haig affirmait même de façon très provocatrice, en septembre 1981 à Berlin-

Ouest : « Il y a des choses pires que la guerre. »

En outre, l'ampleur du mouvement antiguerre s'explique par la révolte de la jeunesse des grands centres urbains — qui n'a pas connu les heures sombres de la guerre froide — contre les règles du jeu politique. Ce faisant, elle renoue avec une tradition, bien ancrée depuis la défaite des armées hitlériennes, de lutte contre le militarisme. A la fin des années cinquante déjà, des centaines de milliers d'Allemands de l'Ouest étaient descendus dans la rue pour s'opposer à l'attribution à la Bundeswehr d'armes nucléaires.

Le SPD est profondément ébranlé par le déferlement actuel. Nombre de ses militants, et même des élus, ont participé aux manifestations. Il est en effet particulièrement difficile, alors que s'appliquent les premières mesures d'un plan d'austérité, de justifier auprès de la base un pro-

gramme qui sacrifie les dépenses sociales à celles de l'armement. Or, c'est ce que tente de faire le chancelier Schmidt, qui fut l'un des premiers en RFA à se prononcer en faveur de la politique américaine de réarmement. Son gouvernement vient même d'entamer avec Washington des négociations en vue d'acquiescer à une version modifiée du missile Pershing 2 (portée 1 800 km) pour remplacer le Pershing 1A (dont la portée n'excède pas 700 km).

De plus, le retour à un climat de confrontation avec Moscou va à l'encontre des orientations d'un parti qui avait accédé au pouvoir en préconisant la « détente » par la mise en œuvre de l'« Ostpolitik ». Au dernier congrès du SPD, en avril, ce n'est que grâce à une manœuvre qu'Helmut Schmidt ne fut pas mis en minorité. Ses adversaires recueillirent pourtant 40 % des mandats (voir *Rouge* du 30 avril). Et il n'est pas impossible que le congrès extraordinaire qui se tiendra en 1983 et sera appelé à trancher la position du parti à ce sujet repousse la position actuelle de la direction.

L'initiative prévue le 10 juin à Bonn devrait rassembler une foule considérable, si l'on en juge par le succès qu'ont connues, à Pâques, les « marches pour la paix » (400 000 manifestants dans tout le pays). Le mouvement se trouve aujourd'hui divisé. Un courant autour des « verts » (écologistes) s'est en effet dissocié des mots d'ordre qui mettent en avant le refus du déploiement des missiles américains pour prôner le désarmement bilatéral et une Europe dénucléarisée. Mais le rejet des menées impérialistes est tel que cela ne devrait pas constituer un obstacle à la mobilisation.

Christian Picquet

Succès de la caravane contre l'intervention en Amérique centrale.

LA « caravane contre l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale » continue avec un grand succès sa tournée à travers l'Europe. Elle est arrivée en Belgique le lundi 10 mai où elle a été accueillie par un cortège de 350 voitures qui l'ont accompagnée depuis la frontière hollandaise jusqu'à Bruxelles où s'est tenu un important meeting. Le lendemain, elle était au Luxembourg. Le mercredi 12 mai, elle se trouvait à Reims où les délégués du FSLN (Nicaragua), du FMLN (Salvador) et du Comité d'unité patriotique (Guatemala) ont été reçus par le maire et les représentants des différentes organisations politiques et syndicales (PS, PC, PSU, LCR, CGT, CFDT, FEN). Le soir, à Paris, les représentants centro-américains étaient rejoints par Fennis Augustine, haut-commissaire de Grenade à Londres. Ils étaient ensuite reçus à l'Assemblée nationale par des députés du PS et du PC. Le soir, un meeting se tenait à la Bourse du travail avec 300 participants environ. Le jeudi 13 mai, la « caravane » était accueillie en milieu de journée à Tours par les militants du Comité Salvador local. Le soir, elle arrivait à Nantes. Après une réception officielle à la mairie, il y eut un meeting regroupant 750 personnes, ce qui est exceptionnel pour la ville. La tournée se poursuit actuellement dans le sud de la France.

Les mobilisations à l'occasion du passage de la « caravane » permettent de développer l'activité des comités de solidarité avec l'Amérique centrale. Elles constituent une étape du combat pour la mise sur pied d'un vaste mouvement contre l'intervention impérialiste dans cette région et d'un front mondial de solidarité avec El Salvador. Chaque rassemblement, chaque meeting, chaque prise de position dans le cadre de cette tournée fournit aussi une occasion exceptionnelle de préparer la mobilisation pour la manifestation du 5 juin à Paris contre le premier responsable de l'escalade militaire de l'impérialisme en Amérique centrale.

J.-P. B

DE TOUTE LA FRANCE: Les premiers échos

Dans toute la France, la mobilisation pour accueillir Reagan est en train de prendre son essor. Les initiatives unitaires locales se multiplient, les comités de préparation à la marche nationale du 5 juin se créent.

● Toulouse : Un comité de préparation soutenu par LCR, LO, PSU, PCML, CODENE s'est constitué. Une manifestation aura lieu le 4 juin pour accompagner les marcheurs qui monteront sur la capitale.

● La LCR organisera de son côté une réunion publique le 27 mai. ● Grenoble : Le PSU, LO, la LCR, le Comité Chili, les comités Améri-

que centrale, Paix et désarmement, les Amis de la terre, le CODECH appellent à la marche de Paris et à une initiative locale de préparation.

● Lille : Le PS, l'UL CFDT, la Ligue des droits de l'homme, Comité Chili-Amérique latine, le PSU, la LCR, les JCR, LO, l'UNEF-ID, l'AMR appellent en commun à un meeting de soutien à l'Amérique centrale en lutte, le 28 mai.

● Rennes : A la suite d'une réunion unitaire, LO, la LCR, les JCR, les CCA, le Comité Amérique centrale, le CRIDEV organiseront une manifestation locale le 4 juin pour préparer la marche nationale.

● Marseille : Une manifestation locale sera également organisée le 4 juin par les comités Amérique latine, l'UD CFDT, le PCML, les organisations libertaires, les Amis de la terre. Les comités Amérique latine et la LCR organiseront la montée sur la capitale.

● Brest : La LCR tiendra une réunion publique le 28 mai.

Il ne s'agit là que d'un premier état des préparatifs. A l'heure où ces lignes sont écrites, nous n'avons pas les résultats des contacts unitaires dans un certain nombre de grandes villes, notamment à Lyon, Rouen, Quimper, Le Puy, Blois, Fougères, Gérardmer...

REPERES

Avortement

Après la manifestation de la droite contre le remboursement, un appel unitaire à la mobilisation

La manifestation nationale contre le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale organisée par « les associations pour le respect de la vie » fut un échec numérique. Quelques milliers seulement, venues principalement des régions à forte tradition catholique (Moselle, Nord, Strasbourg, Alsace, etc.) ont défilé sans grand dynamisme derrière le service d'ordre musclé et masculin des fascistes du PFN scandant « avorter, c'est assassiner ». Mais qu'on ne s'y trompe pas.

Pour eux, comme ils l'affirment dans leurs tracts, « la manifestation d'aujourd'hui n'est ni un combat d'arrière-garde, ni une démarche symbolique sans avenir, mais bien au contraire le prélude à toute une série d'actions (...) ». Car, au-delà du refus du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale et de l'obligation faite à tous les établissements conventionnés de pratiquer des avortements, c'est tout simplement le droit à l'avortement qui est contesté comme le reconnaissent naïvement deux étudiantes venues manifester. C'est le droit des femmes à disposer librement de leur corps, à choisir leur vie qui est remis en cause. En ce sens, cette mobilisation s'inscrit dans le cadre d'une remobilisation de toute la droite contre la victoire du 10 mai. L'avortement est l'un des thèmes choisis par la droite pour préparer sa « revanche ». C'est donc toute la gauche, dans l'unité qui doit répondre à cette provocation. L'échéance qui nous est donnée maintenant est celle du débat à l'Assemblée sur la question du remboursement, à la rentrée prochaine. Un appel à préparer une manifestation nationale vient d'être rendu public par plusieurs associations qui déjà dans le passé s'étaient mobilisées ensemble pour la dépénalisation totale de l'avortement et son remboursement. Il s'agit de l'ANCIC (Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception), de la CFDT (confédération et région parisienne), du CNAFAL (Conseil national des associations familiales laïques), du Collectif unitaire avortement-contraception de l'hôpital Bichat, de la Coordination des groupes femmes, du MFPP (Planning familial), du MLAC, du SMG (Syndicat de la médecine générale).

COMITE DE CHOMEURS

Une lettre ouverte au gouvernement

Suite à l'élection du 10 mai dernier, vous êtes parvenus au gouvernement. Pendant toute sa campagne électorale, la gauche, dans toutes ses composantes, avait annoncé qu'au cas où elle arriverait au pouvoir, la lutte contre le chômage serait une tâche prioritaire parmi les tâches qu'aurait à mener un gouvernement de gauche.

Aujourd'hui, un an après le 10 mai, il est facile de dresser un premier bilan :

- le nombre de chômeurs n'a pas diminué et dépasse les deux millions ;
- les conditions matérielles de vie des chômeurs sont toujours aussi mauvaises et certains d'entre eux, en proie au plus profond désespoir, en viennent à se suicider ;
- rien dans ce qu'a pu entreprendre le gouvernement jusqu'à maintenant ne permet de dire que les problèmes du chômage ou des chômeurs vont être prochainement résolus.

C'est pourquoi nous vous interpellons publiquement aujourd'hui, pour que vous profitiez de votre place pour prendre des mesures qui satisfassent l'ensemble de nos revendications :

- un chômeur doit pouvoir prétendre vivre une vie décente ; nous réclamons l'allocation chômage minimum égale au SMIC ;
- des mesures doivent être prises pour répartir entre toutes les mains disponibles le travail ; nous demandons les 35 heures par semaine immédiatement, sans diminution de salaire, sans augmentation des cadences, avec embauches correspondantes sur postes fixes.

Ce ne sont que deux exemples parmi l'ensemble des revendications que nous vous adressons, et qui sont toutes justifiées par l'amélioration :

- de nos conditions matérielles de vie ;
- de notre situation sur le marché du travail.

Pour satisfaire nos revendications, nous sommes prêts à lutter. Nous vous adresserons aussi à l'ensemble des comités de chômeurs (locaux, CGT, etc.), au syndicat national des chômeurs, pour qu'ils nous imitent, pour qu'ensem-

ble nous fassions preuve de notre détermination, de notre force.

En espérant que vous prendrez en considération nos revendications, recevez nos salutations respectueuses.

Comité de chômeurs de Rouen.

Comité de chômeurs de Rouen, Immeuble Canadien A, appt 412, 13, rue Saint-Exupéry, 76000 Rouen-les-Sapins



Dans la manifestation contre l'avortement.

RECTIFICATIF du syndicat national CFDT-INSEE

Dans le numéro 1015 de votre hebdomadaire, un compte rendu non signé des manifestations du 1^{er} Mai mentionne la présence d'une banderole intersyndicale dans le défilé de la CGT.

Nous ne pouvons que nous étonner de l'inexactitude des faits relatés. En effet si nous participons de manière unitaire à de nombreuses actions interprofessionnelles, il n'en a pas été de même pour ce 1^{er} Mai.

Notre syndicat CFDT a appelé et participé au rassemblement de la Bastille. Nous avons pris l'initiative avec nos camarades de la CGT INSEE de diffuser un tract commun sur la nécessité de l'unité syndicale et sur notre pratique unitaire à l'INSEE (tract ci-joint).

Nous vous demandons de porter à la connaissance de vos lecteurs cette lettre rectificative.

Amitiés syndicalistes

MEMOIRE Saïd Mizili s'immole sur le campus de Rouen

Le 4 mai, Saïd, étudiant de droit à la faculté de science économique, s'est immolé par le feu sur le campus de Rouen. Lundi 10 mai, c'est un cortège de plusieurs centaines d'étudiants qui a parcouru les sept kilomètres séparant le campus du cimetière où Saïd devait être inhumé. Devant plus de 1 000 personnes, un étudiant lut un texte dont nous publions des extraits.

« Si nous sommes nombreux aujourd'hui, c'est que Saïd avait su se faire aimer et estimer de beaucoup d'étudiants. A la fac de droit, il avait pris toute sa place dans

la mobilisation pour les 7 étudiants marocains et s'était engagé à fond dans la lutte pour chasser Giscard, jusqu'à barbouiller toute la fac de droit de slogan (...) »

« Tu étais beau Saïd, tu étais pur, tu étais fragile. Nous ne pouvons accepter ta mort, tout simplement parce que nous voudrions te voir au milieu de nous vivre et lutter. Mais nous respectons ton choix et le sens que tu as voulu donner ainsi à ta trop



Saïd Mizili courte vie. Les étudiants, les enseignants de l'université de Rouen, la CFDT, Education et Culture, le MRAP, la CGT, les étudiants de la LCR, le comité de soutien à Solidarnosc à qui tu as confié ton dernier argent, tous à leur façon ont honoré ta mémoire. C'est ton camp, Saïd, qui te rend hommage, celui du mouvement ouvrier, celui de l'antiracisme et de l'anti-impérialisme. Tu ne lui avais pas pourtant épargné ni tes critiques ni tes impatiences souvent justifiées. (...)

« Tu as été fidèle aux risques et aux souffrances que ton père a su endurer en tant que militant du FLN pour la libération de son pays. A toute ta famille, tous tes proches, nous affirmions notre solidarité. » (...)

SANTE Les reculs de Ralite

Préparé par J. Ralite depuis des mois, « la charte de la santé » devait tracer de nouvelles orientations dans le domaine de la santé : prévention, hôpitaux, nouvelles formes d'exercice médical. Le document gouvernemental publié le 12 mai n'est finalement qu'un ramassis de généralités ronflantes sur l'importance de la santé, « le nouvel humanisme ». Un langage lyrique qui sert à couvrir une dé-

MEETING central de la LCR

à l'appel des fédérations de la région parisienne

MARDI 22 JUIN à 20h

Salle de la Mutualité

mission totale sur le fond.

Car la charte réaffirme avant tout la place centrale de la médecine libérale : « Le cabinet libéral demeure la base de notre système de santé » de même que les cliniques privées qui « répondent aux besoins et aux choix des Français ». L'ouverture timide présente dans le projet initial sur « d'autres modes de gestion que le paiement à l'acte » est supprimée au profit d'une formulation ambiguë et inodore sur « différents modes de rémunération ». Or, cette question du paiement des médecins à l'acte symbolise toutes les tares de la médecine actuelle : course au profit, médecine fragmentée, inexistence de la prévention.

Parallèlement, concernant les hôpitaux, c'est la réaffirmation d'une politique d'austérité, du discours sur « la maîtrise des dépenses de santé ». Cela signifie que, dans les faits, il n'y aura pas d'embauches massives dans les hôpitaux, que les cliniques pri-

vées vont continuer à réexploiter les secteurs les plus rentables de la santé.

Cette charte résume en fait l'attitude du gouvernement en matière de santé depuis un an : recul sur toutes les promesses électorales sous l'influence des groupes de pression réactionnaires du corps médical et du secteur privé ; cadeaux aux patrons dans le domaine de la Sécurité sociale. A tel point que le Monde analyse la charte comme se soumettant en partie aux exigences de Solidarité médicale (groupement archi-réactionnaire de médecins et du secteur privé). On pourrait aussi ajouter que l'Ordre des médecins, voué à la disparition par le candidat Mitterrand, est en train d'être revigoré par l'attitude bienveillante du gouvernement.

C'est sous cette influence que la « perspective du système national de santé » est totalement absente de la charte.

POINT DE MIRE

Fiterman contre Leroy

UNE première dans la direction communiste : Fiterman se permet de critiquer publiquement des articles de l'Humanité sur les Malouines : « Certains articles étaient excessifs et allaient un peu trop loin. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a eu un coup de force de l'Argentine. » Notons au passage que lorsque Fiterman critique l'Humanité, c'est pour s'aligner encore plus sur le gouvernement.

Le rédacteur des articles incriminés, c'est Yves Moreau, chef de la rubrique internationale. Pas n'importe qui ! Derrière lui, c'est Roland Leroy qui est visé. Sa réponse fait sourire : Il déclare avoir « la même posi-

tion que M. Fiterman... Pendant plusieurs jours j'ai été absent de Paris, j'étais en province. A mon retour j'ai fait connaître mon opinion, et le premier qui l'a connue, c'est l'auteur de l'article. » Réponse peu convaincante car le premier article de Moreau date du 29 avril. Leroy était encore à Paris. Et puis, le téléphone existe et rien n'empêchait Leroy d'appeler Moreau pour lui donner son opinion...

Au-delà de l'anecdote, l'important c'est ce qu'elle fait apparaître : des contradictions très fortes dans la direction du parti qui, après les divers virages qu'elle a accumulés semble bien secouée.

A. A.

Abonnement

Nom
Prénom
Adresse
Formule choisie

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF
3 mois	65 FF		090 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

La droite contre les droits nouveaux

• Pour le ministre du travail
« l'entreprise est un lieu de travail
avant d'être un lieu de débat »

UN tiers du Code du travail à modifier. Deux mille amendements déposés sur les projets de loi Auroux. On pourrait croire que la bataille fait rage. En fait, oui et non. Le ton même de la presse de droite est partagé. *Le Quotidien de Paris* du 14 mai titrait : « Le ministre a voulu enterrer la hache de guerre. » De bonnes intentions, mais mesurés aux effets incertains, tels sont les commentaires les plus souvent entendus. Les patrons contestent la thèse idéaliste d'Auroux selon laquelle l'entreprise serait une communauté de travail. Seguin, député RPR, considère cette définition comme « économique » et rappelle que c'est avant tout « un lieu de production ». Guy Baret, dans *le Figaro* du 12 mai, y va plus franchement. Il insiste sur les « devoirs » des salariés : « Devoir de laisser travailler ceux qui en ont envie, sans que des piquets de grève les en empêchent. Devoir de ne pas enrayer systématiquement, par des actions intempestives la bonne marche de l'entreprise qui leur fournit l'instrument de travail. »

Pourtant, le ministre a bien circonscrit le débat : « Nous reconnaissons le droit et la responsabilité d'entreprendre, nous reconnaissons l'unité de direction et la responsabilité de gestion de l'employeur. » Jospin ajoute : « La démocratie est pour nous une condition de la relance et de l'efficacité économique. » Les patrons sont d'accord pour l'efficacité économique, mais sans droits pour les travailleurs. Non qu'ils pensent que les projets Auroux leur en donnent beaucoup, mais le peu qui est prévu leur paraît totalement superflu, perte de temps et d'argent. Plus encore, c'est la notion même de droits et de démocratie dans l'entreprise qui est combattue. C'est un combat farouche sur le



Jean Auroux, ministre du Travail.

fond même de la question, quand bien même ces notions ne s'accompagnent d'aucune réalité concrète dans les projets gouvernementaux.

Auroux a beau vouloir ramener la lutte des classes à des conflits d'intérêts « comme dans toute société humaine », les patrons savent bien que la réalité est tout autre et que les travailleurs voudront élargir leurs droits. Et c'est là que le bât blesse pour la bourgeoisie. Elle reproche au gouvernement tout particulièrement de légitimer cette aspiration à des droits nouveaux et de jouer ainsi à l'apprenti sorcier. Pour l'efficacité économique, le « dialogue » organisé par les cadres et le face à face individuel avec chaque salarié, c'est quand même plus « performant ». Sinon, bien sûr, il reste toujours en dernier recours les syndicats-maison musclés comme la CSL.

Pour le moment, le Parlement a entériné le rôle des conseils de prud'hommes qui pourront annuler une sanction irrégulière, injustifiée ou disproportionnée par rapport à la faute commise. Il faut parfois plusieurs mois, sinon

plusieurs années, comme dans la région parisienne, pour qu'un dossier passe en prud'hommes, composés, rappelons-le, pour moitié de patrons. Les jugements ne vaudront jamais une bonne grève. Mais cela ne se légalise pas. D'ailleurs ce serait contraire à l'efficacité économique ! La bataille est lancée, mais dans ce cadre strict.

Comme le note *le Quotidien de Paris* (18 mai) : « Avocats du maintien des prérogatives des chefs d'entreprise, les députés de l'opposition mènent un combat pied à pied contre les textes gouvernementaux. » C'est dans l'ordre des choses. Plus inquiétante est la position du PS et du PC qui, note le même journal, « cherchent à améliorer les droits syndicaux, en se conformant cependant aux strictes recommandations du gouvernement ». Il vaudrait beaucoup mieux pour les droits des travailleurs qu'ils s'appuient sur la mobilisation de ceux-ci contre « les prérogatives des chefs d'entreprise. »

A. Nazier

Le PCF soutient l'augmentation de la TVA !

L'HUMANITE du 5 avril s'inquiétait des projets gouvernementaux concernant l'allègement de la taxe professionnelle payée par les entreprises. Chiffres à l'appui, un article démontrait que rien ne saurait « justifier l'allègement » d'une taxe locale représentant 50 % des recettes directes de nos communes et nos départements et il ajoutait : « Le projet consistant à compenser l'allègement de la taxe professionnelle par une augmentation de la TVA paraît encore plus incompréhensible. »

L'Humanité ajoutait que la TVA, impôt indirect qui frappe indistinctement les revenus, est un impôt injuste et concluait : « Une augmentation du taux normal de TVA, aussi limitée soit-elle, se traduirait par une diminution de la capacité de

consommer des travailleurs, se répercutant de façon négative sur la relance... »

Dans l'Humanité du jeudi 13 mai, le ton est tout autre. La décision du gouvernement d'augmenter le taux de TVA est présentée comme une bonne mesure et les critiques sur l'allègement de la taxe professionnelle ont disparu. L'explication de l'Humanité est simple : c'est une bonne chose que la TVA sur un certain nombre de produits alimentaires de première nécessité soit baissée de 7,5 à 5,5 %. En oubliant que pour des produits qui n'ont rien de produits de luxe (vêtements ameublement, produits électro-managers, chauffage, etc.), la TVA qui était de 17,6 % augmentera d'un point. Comme si les travailleurs pouvaient se passer de tels produits !

Cinq milliards de cadeaux aux patrons provenant de l'allègement pour 1982 de la taxe professionnelle sont présentés comme moyen d'assurer la relance. Alors que pendant des semaines, l'Humanité a critiqué les illusions qu'il y avait de croire que faire des cadeaux aux patrons se traduirait automatiquement par des investissements productifs.

Voilà qui éclaire les déclarations de M. Herzog, membre du bureau politique du PCF, quand il parle « d'une nouvelle gestion des entreprises » et qu'il ajoute : « Il s'agit d'obtenir une efficacité supérieure des choix économiques... pour que nos entreprises soient plus prospères, qu'elles aient un avenir, que les travailleurs gagnent de meilleurs salaires, que le travail prenne un sens nouveau. »

A. Artous

Le parlement va être saisi d'un projet de loi électorale

IL FAUT LA PROPORTIONNELLE

Des discussions serrées sont engagées actuellement entre les directions du PS et du PC concernant la préparation des élections municipales de mars 1983. Le gouvernement doit, en effet, adopter prochainement un projet de loi électorale qui sera soumis au Parlement d'ici fin juillet. Lors de sa campagne électorale, F. Mitterrand s'était engagé à instaurer la représentation proportionnelle pour les élections municipales à partir de 9 000 habitants. Le PC, quant à lui, s'est prononcé de longue date en faveur de la proportionnelle intégrale. Or, le projet de loi que prépare le gouvernement n'a rien à voir avec une véritable proportionnelle.

L'ENJEU politique le plus important concerne les communes de plus de 30 000 habitants. Jusque-là, leur conseil municipal était élu selon le système du scrutin de liste majoritaire à deux tours. Si aucune liste n'avait la majorité absolue au premier tour, c'est celle qui arrivait en tête au second qui était élue, sans qu'elle puisse être modifiée entre les deux tours.

Ce mode de scrutin encourageait donc à la constitution de listes de coalition dès le premier tour. C'est ainsi que des listes « Union de la gauche » s'étaient formées en 1977 presque partout et l'avaient emporté dans 153 des 221 communes de plus de 30 000 habitants. Le PC dirige de ce fait 72 de ces municipalités, contre 50 auparavant, et le PS 81 contre 41 avant 1977.

La loi électorale proposée aujourd'hui par le PS vise non pas à abroger le scrutin majoritaire à deux tours, particulièrement antidémocratique, mais à lui injecter un peu de proportionnelle pour le rendre plus présentable. Une liste recueillant la majorité absolue au premier tour emporterait plus de 75 % des sièges, le reste étant réparti proportionnellement entre les autres listes. Dans le cas d'un second tour, seules resteraient en présence les deux listes arrivées en tête au premier, mais elles pourraient alors être modifiées et inclure, sur la base d'un accord politique, des candidats provenant d'autres listes.

Là encore, tout pousserait à un accord dès le premier tour pour s'efforcer d'y recueillir la majorité absolue des suffrages et emporter alors l'écrasante majorité des sièges. C'est pourquoi le PC, qui réclamait jusqu'alors la proportionnelle intégrale à un tour, est prêt à se ranger aux vues du PS si celui-ci lui offre des garanties d'un accord dès le premier tour qui lui permettrait de sauvegarder au mieux ses positions acquises en 1977, alors qu'il a perdu un quart de son électoral entre-temps.

Pareil aménagement du scrutin majoritaire à deux tours n'atténue guère son caractère « parfaitement inique » selon les propres termes du PC (cf. *Changer de cap*, le programme de gouvernement adopté par le CC du PCF le 9 octobre 1971). Il n'assure ni « l'égalité des suffrages », ni « la confrontation loyale des programmes politiques », ni « le respect des droits des minorités ». Il est vrai que pour certaines minorités, les radicaux et autres gaullistes de « gauche », elles se verront offrir des places de choix par le PC et le PS,

attachés à ancrer leur politique de collaboration de classes dans une alliance avec des forces bourgeoises, aussi faible que soit leur base électorale qui fond de scrutin en scrutin.

Mais les travailleurs qui refusent la politique réformiste du PC et du PS et représentaient en 1977 jusqu'à 12 % des électeurs (à Orléans) n'auront pas la possibilité d'être leurs véritables représentants. Ils risquent, même si la droite en tire profit, comme lors des récentes cantonales, de s'abstenir plutôt que de voter pour des partis qui, dans les municipalités comme au gouvernement, mènent une politique contraire à leurs intérêts de classe.

Adopter ce mode de scrutin est d'autant moins justifiable que c'est à la proportionnelle intégrale à un tour que sera élue, cet été, l'assemblée régionale de Corse selon la loi adoptée par le Parlement le 2 mars dernier. Cette assemblée sera composée de soixante et un conseillers élus à la proportionnelle : une liste qui aura recueilli 1/61^e des voix, soit 1,64 %, aura un élu. Le même mode de scrutin adopté pour les municipales conduirait, dans les communes de plus de 30 000 habitants, dont le nombre de conseillers municipaux varie de 31 à 49 membres, à ce que toute liste ayant recueilli, selon les cas, de 2,05 à 3,23 % des voix, ait un élu. Or, le PS veut instaurer une barre de fait à 5 %, voire 7 % ou même 10 %.

Le maintien du scrutin majoritaire à deux tours, même aménagé, est contradictoire avec les positions défendues jusque-là par le PC et le PS. Ce mode de scrutin a « l'avantage », comme l'ont montré les élections législatives de juin 1981, de transformer une légère majorité de voix en une écrasante majorité de sièges. Le PS vise, en le maintenant, à se tailler la part du lion dans les prochaines élections municipales et régionales.

Mais cela peut aussi bien faire le lit d'une revanche électorale de la droite.

Il est nécessaire d'abolir ce mode de scrutin particulièrement antidémocratique, et d'instaurer la proportionnelle intégrale à un tour. C'est l'enjeu d'une bataille qui doit se développer maintenant à l'adresse des députés du PC et du PS, et qui peut gagner l'appui de nombreux élus de ces partis qui ont montré, notamment à propos du parrainage des « petits » candidats à l'élection présidentielle, leurs préoccupations démocratiques et leur volonté de permettre la représentation équitable des courants minoritaires.

P. Sylvain

La direction paie les fascistes de la CSL, elle veut licencier les grévistes

LES DEPUTES DU PS ET DU PC DOIVENT NATIONALISER CITROEN

● La grève s'étend sur quatre usines. Il faut l'unité pour la soutenir



LA LCR AUX COTES DES TRAVAILLEURS DE CITROEN

Depuis le début du conflit, la LCR est présente. A Levallois, le bulletin d'entreprise paraît tous les deux jours pendant la lutte. A Rennes, la section de la LCR a participé à une action de la CGT devant la porte, au cours d'un débrayage. A Aulnay, la fédération de la Seine-St-Denis a versé 1 000 F pour la solidarité en partageant par moitié entre la CGT et la CFDT. A Levallois la section Gennevilliers-Levallois a fait de même en versant 500 F.

A Levallois, la LCR est normalement admise. Mais on ne peut en dire autant à Aulnay où les permanents de la CGT, après avoir agressés des diffuseurs de l'organisation

maoïste Drapeau rouge s'en sont pris au responsable de la fédération 93 en le frappant violemment, le vendredi 14. Lors de la diffusion d'un tract de soutien à la grève à Aulnay lundi, une prise de parole mit en garde les travailleurs immigrés contre les « provocations » et « les tracts politiques » !

De telles méthodes ne peuvent qu'affaiblir la lutte.

Pourtant le même jour à 16 heures un appel à l'unité pour le soutien et des collectes unitaires paraissait en Seine-St-Denis signé par la CGT CFDT FEN PS PC.

Les militants de la LCR seront les meilleurs combattants de l'unité pour le soutien à Citroën.

LA direction de Citroën provoque les travailleurs. Devant l'extension de la grève, elle a accepté l'ouverture de négociations. Soucieuse de corriger son image de marque dans l'opinion, elle fait semblant d'accepter de discuter et lâche quelques miettes : 3,5 % d'augmentation avec un minimum de 200 francs, la suppression du 140 et du 145, le passage de 1 050 OS à la classification d'OP.

En fait, cela ne fait pas le compte. D'autant qu'il n'y a rien sur les libertés.

La direction de Citroën provoque les travailleurs

Mais surtout, ces pseudo-négociations n'étaient qu'un simulacre pour donner le change. Au même moment, la direction Citroën envoyait 17 lettres de licenciements à des militants de la CGT : sept de l'usine d'Aulnay, neuf à Levallois, et un à Asnières. En même temps, elle expulse les délégués nouvellement nommés à Javel.

Ces derniers jours les provocations des nervis fascistes de Citroën se sont multipliées : affrontement organisés avec les piquets à Saint-Ouen. Et même, à Aulnay, un hélicoptère de la direction a bombardé le piquet de grève avec des boulons et des pièces de métal.

Et la direction en rajoute encore, en envoyant une lettre à Defferre pour lui demander de faire intervenir la police contre les piquets de grève, en application de plusieurs jugements en référé.

Son but est clair : elle veut par tous les moyens casser la grève, et décapiter les organisations syndicales qui se construisent contre la CSL. Elle veut maintenir à tout prix l'« ordre Citroën ».

La droite jette le masque

Le RPR vient de rencontrer la CSL pour lui donner un gage de représentativité.

Et dans la presse de droite, une campagne frénétique est orchestrée pour défendre la « liberté du travail à Citroën » contre la « dictature de la CGT ».

Ces messieurs qui ne gênent pas les provocations pour licencier un travailleur indésirable, ou l'obligation de payer le couscous ou le pastis au chef pour avoir un congé qui permette de retourner au pays, s'intéressent brusquement à l'entreprise quand les travailleurs veulent développer un syndicat, pour se défendre.

Dans le chœur de la presse de droite, il faut retenir l'article du *Figaro-Magazine* qui fleure bon le nostalgique de l'Algérie française qui parle des immigrés en lutte !

Ils ont choisi leur camp. C'est celui de Pinochet ! Celui de la liberté des patrons de pressurer et d'humilier les travailleurs.

Les travailleurs de Citroën tiennent bon

Tout cela est bien dans le ton de la direction de Citroën puisque le directeur central du personnel, Cusey, interviewé dans *le Monde*, n'est autre que l'ancien responsable de la CSL de Peugeot-Sochaux qui avait organisé en 1973 les agressions con-

tre les grévistes de Peugeot-St-Etienne.

Malgré cette offensive de la direction et de la droite, les travailleurs immigrés de Citroën tiennent bon.

Les piquets restent nombreux et combatifs : ainsi, le lundi 17 à Levallois, une centaine de cadres et employés, mobilisés par la direction, prétendaient entrer dans l'entreprise. Les permanents de la CGT se montrèrent compréhensifs, alors que les grévistes ne voulaient rien savoir. « On » alla donc négocier avec la police qui fit reculer le piquet et dégager la route. La proposition de laisser rentrer les jaunes mise aux voix ne recueillit même pas une dizaine de votes. Tout le reste (plus de 800) votèrent contre.

Une démonstration indiscutable de la volonté des travailleurs : les revendications et la liberté d'abord. La levée des piquets ensuite...

Le conflit s'est élargi : depuis le début, une nouvelle usine est entrée dans la grève tous les 5 jours. Lundi c'est la quatrième usine Citroën, celle des Epinettes à Saint-Ouen qui est entrée en lutte.

Les grévistes sont fermement décidés à voir leurs revendications satisfaites. Ils sont résolus à ne pas rentrer dans l'usine sans leurs délégués.

Ils ne veulent plus de la CSL. C'est d'ailleurs pourquoi la décision de la CGT et de la CFDT d'accepter que la CSL participe aux négociations — même en sauvant la face par un système vidéo — a été assez mal accueillie dans les piquets.

Ils ne doivent pas se battre seuls, unité pour les soutenir

Ce qui se passe à Citroën est un défi lancé à tous les travailleurs. Toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques, doivent faire l'unité pour soutenir la lutte. Lundi

une déclaration commune CGT-CFDT-FEN-PS-PC-PSU-Radicaleux appela à des collectes unitaires sur le département de la Seine-St-Denis. Il s'agit maintenant de donner un contenu concret à cette déclaration pour renforcer encore la grève.

Mercredi 19, la CGT a fait la proposition d'une marche sur Paris en défense des libertés à Citroën, qui rassemblerait dans l'unité les syndicats, le PS et le PC.

Il faut tout faire pour que se réalise une manifestation de masse la plus large possible de toutes

les organisations de la classe ouvrière. Une manifestation qui soit une démonstration de force face aux patrons et à la CSL.

Pour cela, il faut que dans toutes les entreprises se constituent des cortèges unitaires, et que des débrayages aient lieu dans un maximum d'endroits.

Le RPR et la presse de droite soutiennent la direction de Citroën et les fascistes de la CSL.

Les travailleurs immigrés qui font la grève à Citroën dans des conditions particulièrement dures doivent avoir derrière eux la force unie de toutes les organisations ouvrières.

La nationalisation de Citroën à l'ordre du jour

La CGT dénonce la direction de Citroën qui veut se mettre « au-dessus des lois »

De fait, il est intolérable après le 10 mai qu'existe une entreprise qui fonctionne comme un véritable Etat dans l'Etat selon les lois du régime de Pinochet.

Alors il reste à casser cette direction qui refuse les libertés dans l'entreprise. En s'appuyant sur la mobilisation, la solution c'est la nationalisation de Citroën. La nationalisation, une idée qui grandit parmi les travailleurs au fur et à mesure que la direction empêche les dirigeants syndicaux dans les filets de ses négociations pipées.

Nationaliser pour frapper à la tête et désorganiser « le système Citroën » !

La majorité issue du 10 mai n'a plus aucun prétexte pour refuser cela. L'on ne peut que condamner P. Quilès qui répondait par un non catégorique à cette question posée lors d'un meeting devant l'entreprise Hispano-Suiza.

Forts de leur mobilisation exemplaire, du soutien qu'ils reçoivent de partout, c'est la nationalisation sans indemnités que les travailleurs de Citroën doivent maintenant exiger !

Ne pas lever les piquets, étendre la solidarité unitaire et en particulier les collectes unitaires. Voilà ce qui maintiendra le rapport des forces.

Nationalisation de Citroën ! Voilà le mot d'ordre qui peut amener une des plus belles victoires de la classe ouvrière française pour sa dignité ainsi que celle des immigrés !

Les enjeux du conflit sont clairs pour la droite. Ils doivent se clarifier pour tous les travailleurs pour vaincre à Citroën !

Frédéric Castello





Renault-Flins : après les grèves, la sanction des élections de délégués

● La CFDT a augmenté de 11,7% et devient majoritaire.
La CGT perd 9% et FO 2,5%

Avec un recul de 9 % à Renault-Flins, la CGT enregistre un échec qui vient confirmer celui des hôpitaux rapporté dans « Rouge » la semaine dernière : les travailleurs expriment nettement leur rejet de méthodes antidémocratiques et d'une orientation syndicale par trop inféodée à la « solidarité gouvernementale » parce que celle-ci entraîne l'abandon des revendications. Les résultats de l'usine Chausson de Gennevilliers eux-mêmes, où la CGT progresse de 14 %, confirment ce même phénomène : c'est FO qui perd 13 % et fait les frais de la lutte contre l'application patronale de l'ordonnance des 39 heures alors qu'elle avait progressé, l'an dernier, au moment de la campagne du PCF contre les immigrés ; dans cette usine, où l'unité d'action s'était imposée pendant la lutte, la CFDT n'a pas approuvé l'orientation de sa confédération et conserve

pour l'essentiel son gain de voix de l'année dernière. Quant aux résultats de Peugeot-Mulhouse, ils font apparaître un net recul des syndicats FO et CFTC liés au patronat. Un an après le 10 mai, une réalité apparaît, au travers de ces quelques élections, qu'il sera bon d'observer de près dans les semaines à venir : il semble que les travailleurs, au lieu de conserver une grande stabilité de leurs votes, manifestent une assez forte indépendance à l'égard de leurs organisations syndicales.

Etant donné leur importance, il valait la peine de revenir précisément sur les résultats de Renault-Flins, qui ont amené André, Sainjon, secrétaire de la fédération métaux de la CGT à déclarer qu'« indiscutablement il y a un problème et la CGT va y travailler pour redresser la situation ».

Il est impossible de comprendre les résultats électoraux d'une usine comme Flins si on l'oublie les particularités du syndicalisme dans les grandes unités d'OS : le mouvement ouvrier s'y réduit, très souvent, à l'activité des délégués ; avec une très forte tendance à la délégation de pouvoir. Aussi, quand on perçoit des déplacements de voix de plus de 2 %, c'est un événement.



Durant la grève, en fait, la CGT a pratiquement elle-même préparé son propre échec électoral, tout en s'étant juré de ne pas

faire comme à Billancourt, fin 1981, où le cassage de la grève s'était traduit par un gros échec électoral. Tentative pour faire re-

prendre le travail parmi les caristes alors que les grévistes jugeaient les concessions de la direction insuffisantes, absence d'appels CGT à la grève après la rencontre entre Krasucki et Mauroy dont il était sorti la levée du lock-out et la nomination d'un « médiateur »... Cela a fortement choqué bon nombre de travailleurs. Ils avaient l'impression que la CGT n'était pas vraiment à leurs côtés.

Il en fut de même lorsque la CGT refusa de reconnaître la représentativité du comité de grève, allant jusqu'à refuser, devant la direction, de siéger aux négociations si le comité de grève était présent ! C'était là, pour les travailleurs, une question décisive : pour s'assurer que les revendications à l'origine de la grève, en partie différentes selon les grévistes, étaient bien défendues, pour avoir la garantie que les organisations syndicales n'agissaient par derrière leur dos.

D'où le bond en avant de la CFDT, encore plus sensible si on regarde les résultats dans les ateliers marqués par la lutte : + 18 % en tôlerie R5, + 16,6 % en sellerie, + 14,5 % en mécanique, + 23 % à l'électrolyse. On peut donc, comme le fait le tract de la CFDT de Flins, affirmer que « le résultat obtenu est la conséquence de ses positions durant les récents conflits » : « la CFDT a exigé l'unité indispensable pour que les travailleurs gagnent. La CFDT a soutenu les travailleurs lorsqu'ils ont imposé l'unité des organisations syndicales avec le comité de grève ».

A la veille du congrès confédéral de la CFDT, les résultats des élections à Renault-Flins fournissent une indication sur ce que veulent les travailleurs : leur section, dans le cadre du syndicat des Yvelines-nord, a déposé des amendements en faveur de l'unité d'action, pour la réduction massive du temps de travail, contre les négociations à froid... Aucun n'a été retenu par la direction confédérale. Autant dire que le débat est loin d'être terminé ; et d'autant moins que, le 1^{er} Mai, la CFDT de Flins, après un débat entre ses militants, a participé, dans un souci d'unité d'action, à la manifestation aux côtés de la CGT de l'usine.

Propos recueillis
par Pierre Rème

Pierre Rème

Que dire lorsque le syndicat majoritaire devient minoritaire après avoir perdu 9 % de ses voix ? Il serait illusoire d'y voir, comme a essayé de le faire l'Humanité du 15 mai, le résultat d'une campagne anti-CGT. Les faits le prouvent. Et l'interview que nous a donnée un des membres du comité de grève est là pour en témoigner : son auteur, aujourd'hui délégué CFDT, était délégué CGT avant d'être écarté par la direction de ce syndicat, il y a un an, sous l'accusation d'être un agent de la CFDT parce qu'il proposait des tracts et des affiches unitaires...

LE COMITE DE GREVE, L'ORGANISATION, L'UNITE D'ACTION ET LA DEMOCRATIE

● Trois questions à Jacques Verlhac,
l'un des membres du comité

● D'où vient le comité de grève ?
— Dans ma tête, c'était la volonté de développer la démocratie, l'organisation et l'unité d'action. Je le voyais sous la forme d'un comité de grève par atelier et d'un comité central de grève sur l'usine. En pratique, ce n'était pas si simple : il était déjà difficile de réunir les gars, à la fin du premier jour de grève, pour discuter des revendications. Cela tient aux conditions de démarrage des grèves à Flins. En plus, les réalités sont différentes dans chacun des quatre secteurs en lutte, avec chacun deux équipes.

Au bout d'une semaine, pour l'ouverture des négociations, il y a eu l'occasion de relancer l'idée du comité de grève en demandant la présence de travailleurs aux négociations. Là, l'idée du comité de grève a commencé à être un peu comprise par les gars. Il s'est mis en place, avec des réalités très différentes : si dans mon secteur il y a eu débat en assemblée et présentation des noms, dans d'autres c'était plutôt une auto-proclamation ; mais même là, cela a évolué pendant la grève et

les copains du comité sont devenus de vrais dirigeants de la grève.

● Quel rôle jouait le comité de grève ?

— Il avait, en fait, trois fonctions. Un rôle d'auto-organisation : pour la première fois à Flins, des travailleurs non délégués agissaient ; cela correspondait un peu à l'idée « on est tous des délégués ». Il visait aussi à imposer l'unité intersyndicale : le jour du lock-out, la sono de la CGT cherchait à couvrir celle de la CFDT ; et depuis plusieurs mois la CGT cherchait à toutes forces à laminer la CFDT par des attaques systématiques. Le troisième but, en apparence le plus immédiat, était de représenter les travailleurs lors des négociations.

En pratique, les membres du comité de grève participaient aux réunions intersyndicales et aux négociations, dont ils rendaient compte aux grévistes ; vers la fin de la grève, les membres du comité de grève présidaient les assemblées générales.

Le comité de grève s'est donc ainsi affirmé au cours de la grève.

Pour le vote final sur la reprise du travail, c'est lui qui a proposé les conditions du vote à bulletins secrets : en fonction de la durée de la grève par atelier, il fallait un certain nombre de jour de grève pour avoir le droit de vote ; dans le mien, en grève depuis deux semaines et demie, il fallait huit à dix jours de participation à la grève, dans d'autres, arrêtés depuis moins de temps, il fallait quatre jours. Tout le déroulement de ce vote a eu lieu sous le contrôle des travailleurs.

● Et après la grève ?

— J'ai adhéré à la CFDT pendant la grève. Mais ce n'était pas joué d'avance, si la CGT ne s'était pas mis les gars à dos. A la fin d'une grève, les membres les plus actifs du comité de grève ne se voient plus : il y a un kilomètre entre deux ateliers, et on habite facilement à dix kilomètres les uns des autres... Le syndicat est la seule organisation permanente dans l'usine.

PONT-A-MOUSSON (FUMEL)

Les OS en grève.

Pour exiger la satisfaction de leur cahier de revendications (classifications, conditions de travail...) les 200 OS du service centrifugation sont en grève à Fumel (Lot-et-Garonne). Noyau central de l'usine, ils paralysent l'ensemble de la production. (2 200 en tout). La direction bloque toute possibilité de négociation. Pourtant, elle risque de devoir rapidement changer d'attitude : ce conflit risque de gêner la réalisation d'une très grosse commande de tuyaux de fonte pour l'Irak.

Afin d'éviter toutes les manœuvres possibles, la CGT de Fumel prend contact avec les deux autres unités du groupes (situées en Meurthe-et-Moselle) : une action coordonnée obligerait la direction à céder rapidement.

SIDERURGIE

Nombreuses luttes

« On nous mène en bateau ». La colère des sidérurgistes est grande en Lorraine. Et le syndicat CFDT s'est directement engagé dans la bataille. A ses yeux, « la situation sociale s'est aggravée malgré le changement de P-DG ». Le « chômage conjoncturel », comme par le passé, frappe les ouvriers. Quant à la politique industrielle, « on fait croire qu'elle est en train d'être élaborée mais en réalité le projet semble fini et nous sera imposé fin juin », disent-ils. Ils ont donc décidé de réagir.

Une marche de 250 travailleurs de Pompey a eu lieu, le lundi 17, unitairement entre la CGT et la CFDT, vers la préfecture de Nancy pour exiger des informations et des assurances qu'il n'y aurait pas de licenciements.

A Jœuf et Hagondange, divers mouvements de grève et des manifestations ont eu lieu, sur les mêmes préoccupations.

Ces actions convergent avec celle de la tôlerie de Longwy (voir Rouge n° 1016), dont 300 travailleurs étaient allés voir le député pour « demander des comptes à la majorité ».

Dans d'autres régions, d'autres mouvements ont lieu dans la sidérurgie. A Usinor-Mardicque (près de Dunkerque) pour les salaires. A la Solmer pour exiger les embauches correspondant à l'embauche de la cinquième équipe pour les 3 x 8.

SITUATION EXPLOSIVE

Contre les mutations
arbitraire de la
caisse primaire
parisienne de Sécu.

L'éclatement de la caisse primaire de Sécurité sociale de la région parisienne en sept caisses départementales a provoqué un mouvement gréviste cette semaine : il y a déjà plus de 1300 mutations arbitraires et l'absence de budget et d'organigrammes pour les sept caisses nouvelles fait qu'il ne peut y avoir de réelles garanties pour les employés. Des débrayages ont eu lieu sur les principaux immeubles pour se rendre au ministère. A Bercy notamment, une assemblée générale unitaire a été imposée aux responsables syndicaux CGT, FO, CFDT qui voulaient agir séparément. L'assemblée a en outre envoyé une lettre à Mitterrand et à Mauroy exigeant qu'ils interviennent pour que soit respecté le principe du volontariat pour les mutations ; enfin l'AG a décidé de mettre en place un comité de coordination qui n'entend pas se substituer ou s'opposer aux syndicats mais qui veut jouer un rôle de mobilisation et d'action pour l'unité.

DEUX APPELS A L'UNITE CGT-CFDT

- Une tribune libre d'Eugène Descamps, ancien secrétaire confédéral CFDT dans « le Monde »
- Une conférence de presse de René Buhl, Jacqueline Lambert et Jean-Louis Moynet, anciens membres du bureau confédéral CGT



Après quelques jours de l'ouverture des congrès confédéraux de la CFDT et de la CGT, deux appels à l'unité, adressés aux deux directions, viennent d'être lancés. Ancien secrétaire général de la CFDT, Eugène Descamps signe une tribune « pour l'unité d'action » dans *le Monde* des 15 et 16 mai. René Buhl, Jacqueline Lambert, Jean-Louis Moynet, Christiane Gilles ont tenu une conférence de presse en tant qu'anciens membres du bureau confédéral de la CGT, dont ils restent membres de la commission exécutive.

Pour Eugène Descamps, la tenue « des congrès confédéraux de la CFDT et de la CGT » donne « l'opportunité » de s'exprimer. « Je mesure, dit-il, les dégâts de l'absence de l'unité d'action. Cela d'autant plus que l'opposition multiforme multiplie les assauts. » Pour l'ancien n°1 de la CFDT, « le CNPF de M. Gattaz,

par la voix amplifiée de M. Chotard, c'est "non" sur tous les tons, ou la mise en œuvre d'opérations de retardement... A cette résistance patronale, Descamps ajoute la complaisance gouvernementale : « Jamais content (le CNPF, NDLR) des allègements ou avantages concédés par le gouvernement ; d'autant plus que l'on trouve des oreilles attentives dans les ministères et leurs couloirs. »

Descamps précise sa critique, évacuant toute allusion : « Tant il est vrai qu, dans les cabinets on écoute plus volontiers un chef d'entreprise qu'un syndicaliste. Bien des hauts fonctionnaires, même avec un gouvernement socialiste, intègrent "les contraintes" patronales et mercantiles plus naturellement que le fait syndical et les exigences humaines. » Voilà un langage qui doit faire frémir l'équipe d'Edmond Maire, qui lui succéda...

L'unité que préconise Descamps est pour « mobiliser toutes les forces populaires et, en premier lieu, syndicales ». Mais, et c'est la limite de sa tribune, ces forces « se mobiliseront afin que leurs forces stimulent et soutiennent la réalisation des réformes structurelles engendrant des responsabilités particulières et de réelles solidarités ». L'unité, pour lui, est fondée sur un soutien, même distant, au gouvernement. Il ne peut ignorer que les syndicalistes ne mobiliseront personne, même dans l'unité, autour de mesures gouvernementales qui ne sont pas les réponses qu'attendent les travailleurs à leurs revendications. Néanmoins, Descamps termine sa tribune en renouvelant son appel aux deux congrès confédéraux : « Comme si au fond d'eux mêmes, ils (les militants syndicaux, NDLR) ne savaient pas que défendre la liberté syndicale en Pologne ou chez Citroën, c'est le même combat. Puissent ces deux congrès contribuer à écarter les obstacles et recréer les conditions d'une unité d'action... »

Même langage le 17 mai, lors de la conférence de presse de René Buhl, Jacqueline Lambert et

Jean-Louis Moynet. Si Eugène Descamps s'est gardé de critiques directes à la direction actuelle de la CFDT, les quatre anciens membres du bureau confédéral n'ont pas épargné la direction de leur centrale syndicale. Ils ont lancé un appel à la CGT et à la CFDT pour que le mouvement syndical cesse « de subordonner son action aux initiatives gouvernementales, pour les approuver ou les critiquer ». Cela, c'est le lot commun des déclarations du bureau confédéral actuel de la CGT. Le sempiternel « ça va dans le bon sens » commentant les mesures du gouvernement est la ligne de conduite de Krasucki.

Comme Descamps, les trois anciens confédéraux ont appelé les deux congrès à organiser « un large mouvement social qui déterminera le sens du changement ». René Buhl, notamment, et J.-L. Moynet, ont nié l'apathie ou l'attentisme des travailleurs depuis le 10 mai. Si Moynet parla de « mobilisation tranquille », paraphrasant la formule publicitaire de Mitterrand (« la force tranquille »), Buhl précisa ses critiques à l'égard des orientations proposées au 41^e Congrès. Il nota l'absence de perspectives de mobilisation, offertes par la CGT. « Cette absence de perspective mobilisatrice est une grande responsabilité pour les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier. » Constatant comme Descamps que « le patronat se battra jusqu'au bout », René Buhl situa clairement sa démarche comme le pendant cégétiste de celle de l'ancien secrétaire de la CFDT. Comme lui, il se déclare pour « une mobilisation » qui doit aller « le plus loin possible » dans la voie des changements.

Tous les trois montrèrent une CGT plus fermée que jamais, une direction récalcitrante au débat. L'illustration de cette fermeture fut l'affaire d'*Antoinette*, illustrée par Jacqueline Lambert. Celle-ci montra « les calomnies et les mensonges » répandues autour de Chantal Rogerat. Elle parla même de « méthodes inadmissibles » de la direction confédérale

Pour la défense d'« Antoinette »

La direction confédérale de la CGT a présumé de ses forces. Elle pensait avoir l'autorité suffisante pour régler son compte à l'équipe de rédaction d'« Antoinette », avant le 41^e Congrès discrètement.

Mais, voilà : dans la CGT, nombreuses et nombreux sont les militants attachés au journal, à cette équipe porteuse des acquis féministes et... à la démocratie. Car les méthodes utilisées pour licencier les rédactrices d'« Antoinette » ne peuvent être approuvées par personne dans la CGT.

L'appel que nous reproduisons connaîtra dans les prochains jours de nouvelles approbations, sans aucun doute.

APPEL

Toutes les journalistes d'*Antoinette*-CGT ont été contraintes à la grève à la suite des licenciements abusifs de Chantal Rogerat, rédactrice en chef, et de Simone Aubert, administratrice et directrice de publication.

Antoinette est née de la volonté de la CGT et de la volonté des femmes d'avoir un magazine féminin, c'était une nécessité. *Antoinette* n'a cessé d'évoluer positivement au cours de ses 26 années d'existence.

Antoinette a eu la volonté d'informer et de débattre. La compétence professionnelle et l'engagement militant à la CGT de l'équipe rédactionnelle ont su donner aux femmes des éléments de réflexion sur les atteintes à leur dignité et à leur liberté dans tous les domaines de la vie au travail et hors du travail. *Antoinette* leur a permis d'agir avec la CGT pour leurs revendications.

Antoinette s'est appuyée sur les orientations issues de la conférence nationale de 1977, les acquis essentiels de ses travaux, et la résolution de la commission exécutive de novembre 1977 pour la réalisation d'un travail spécifique qui prenne en compte tous les aspects de la situation des travailleuses. Elle s'est inscrite ainsi dans l'ouverture démocratique du 40^e Congrès.

Nous considérons que les décisions du bureau confédéral en ce qui concerne *Antoinette* remettent en cause ses acquis pour la CGT toute entière.

C'est pourquoi, nous, syndiquées et syndiqués à la CGT, diffuseuse en liaison avec l'équipe rédactionnelle du journal d'*Antoinette* :

- refusons que les questions soulevées soient résolues de manière autoritaire et administrative ;
- faisons appel au 41^e Congrès pour donner toute sa place à ce problème essentiel pour les travailleuses aujourd'hui ; et demandons l'ouverture immédiate d'un débat réellement démocratique dans toutes les organisations de la CGT ;
- condamnons le non-respect du droit de grève, la confection du numéro de juin par des journalistes extérieurs à l'équipe, ce qui est en pleine contradiction avec le programme d'action soumis au 41^e Congrès ;
- demandons la réintégration de Chantal Rogerat et Simone Aubert ; le maintien de l'équipe actuelle et le retour à des conditions de travail normales.

Nous appelons les syndiquées et les syndiqués de la CGT à signer cet appel et à l'envoyer à :

Violette Piazza, 10, rue Jules Ferry 93170 Bagnolet.

Paris, le 11 mai 1982

Parmi les signataires, une grande majorité de femmes. Environ 70 % d'entre elles et eux ayant des responsabilités syndicales.

Parmi elles et eux :

Bargoin Patricia, déléguée, secrétaire FNAC Forum ; Boutin Jacqueline, bureau de section syndicale adm. Finances ; Blaquie Anne, déléguée assurances Paris ; Carraretto Annie, infirmière Bordeaux ; Chenu René, secrétaire-adjoint fédération officiers de pont de marine marchande ; Charpiot Raymond, secrétaire général fédération officiers de pont marine marchande ; Chevalier Christiane, EGF Paris ; Chevillard Nicole, journaliste SNJ Paris ; Chapet Renée, déléguée, caissière Prunich Paris ; Chevalier Chantal, syndicat correcteurs parisien ; Caudron Dinah, SNADJ, membre CE confédérale ; Cusey Josette, déléguée UAP 19^e ; Desvignes Chantal, responsable CGT mairie centrale Lyon ; Donegani Sophie, bureau section ONIC Paris ; Gonin Anne-Marie, secrétaire-adjointe section ONIC Paris ; Gindre Christian, cadre assurances Paris ; Goulois Josette, SNCF Indre-et-Loire ; Gueniffey Gérard, SNEPT CGT Epinal ; Hufnigel Michelle, Vichy ; Jégo Thérèse, OS, Le Havre ; Kane Martine, Technip La Défense ; Kaci Yasmine, déléguée Framatome La Défense ; Limon Jeannine, Le Puy ; Leroux Jeannine, bureau section Branly Finances ; Lyant Chantal, bureau section syndicat départemental enseignement privé ; Martinet Daniele, employée SGPEP Paris ; De Matha Ginette, journaliste SNJ Bordeaux ; Olmi Jocelyne, Longwy Haut ; Suze Gilles, journaliste Lyon, membre bureau national SNJ ; Toublet Jacques, secrétaire syndicat correcteurs parisien ; Wilhem Florence, bureau syndicat Affaires sociales ; Matthieu Marie-Annick, secrétaire section DPSG Finances.

pour parvenir à ses fins. René Buhl rappela que la tribune des quatre anciens confédéraux fut une nouvelle fois refusée, le 5 mai, alors qu'un seul d'entre eux, cette fois l'avait signée.

Après s'être engagés à se faire entendre au 41^e Congrès, ils réaffirmèrent, par la bouche de René Buhl, que ces congrès ne devaient pas être une « occasion manquée ». « Il faut, dirent-ils, un rassemblement de grande ampleur pour assurer la réussite des changements entrepris par le gouvernement de la gauche. »

L'unité et l'indépendance sont au centre de ces deux appels ; mais dans les deux démarches, l'unité se fonde sur le soutien au gouvernement, sur la mobilisa-

tion autour des mesures gouvernementales. En cela, ils ont toutes les chances d'être entendus par la CGT, qui a amorcé un tournant unitaire pro-gouvernemental, et la CFDT qui peut changer d'attitude lors du 39^e Congrès national.

Il n'empêche que ces deux démarches conjointes actualisent à la veille des deux congrès une question centrale : celle de l'unité pour les revendications, et pour la mobilisation. En ce

sens, elles offrent un point d'appui aux unitaires des deux confédérations pour mener leur combat dans leur congrès respectif.

Jean Lantier

A propos de l'interview de J.L. Moynet

Jean-Louis Moynet donne une longue interview à *Libération* (18 et 19 mai). Il résume son livre (*Au milieu du gué*). A la question « tu parles aussi "de certaines formes d'austérité"... », J.-L. Moynet répond en conclusion de la manière suivante : « Il y a donc des moments où il faut faire des choix : on n'évite pas le problème de certaines formes d'austérité. »

Ce langage est commun à Michel Rocard, Edmond Maire et Jacques Delors. Le voilà publiquement dans la bouche de Jean-Louis Moynet. « Il y a une disponibilité de ressources limitée et l'on ne peut pas se contenter de dire : il faut prendre sur les profits ou le capital, parce qu'on ne trouvera pas les ressources correspondantes à ce que sont réellement les besoins et les revendications », précise-t-il. Voilà un adepte du syndicalisme de gestion, contre un syndicalisme de revendication. Si, au congrès CGT et au congrès CFDT, ce genre d'idées passe, Moynet sera majoritaire... Mais quelle majorité !!!

LES ENJEUX DU 39^e CONGRES CFDT

• Maire veut faire avaliser un syndicalisme de concertation et faire la courte échelle aux projets patronaux.

LES enjeux du 39^e Congrès de la CFDT, qui se tient à Metz du 25 au 29 mai, se dessinent nettement : il s'agit de savoir si la politique mise en œuvre depuis le congrès de Brest, en 1979, sera validée ou au contraire rejetée par les délégués des syndicats.

A Metz, la direction Maire devra faire face à un profond malaise des syndicats. Depuis trois ans, elle a mis les organisations de la CFDT devant des faits accomplis qui n'ont pas été oubliés : viol des décisions du congrès de Brest qui s'était prononcé pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; signature de l'accord du 17 juillet 1981 sur la diminution du temps de travail et son aménagement aux conditions patronales. Le bureau national a choisi cinq amendements qui lui conviennent sur la résolution générale, sur plus d'un millier déposés !

Ainsi est éliminé tout débat sur la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, la question étant présentée comme réglée !

La direction CFDT entend « faire sauter le verrou » de la compensation salariale. Cette question sera au centre du congrès autour d'un amendement qui admet la non-compensation intégrale du salaire au-dessus de six fois le SMIC et d'un autre qui fixe la barre à deux fois le salaire minimum. A travers ce débat sur la barre, c'est le principe de la réduction du temps de travail avec perte de salaire que la direction veut faire avaliser.

Les questions des rapports avec le gouvernement et de l'unité d'action constitueront également des moments forts du congrès.

La direction confédérale a procédé ces dernières années par une série d'initiatives qui relèvent toutes d'une analyse, d'une stratégie et d'une ambition politique bien précises. Surprise par la victoire du 10 mai (qu'on se souvienne du fameux « la gauche, c'est foutu » d'Edmond Maire), elle apprécia immédiatement l'élection de Mitterrand comme une victoire du courant socialiste, contre Giscard certes, mais aussi et surtout contre le PCF. Au fil des mois, la CFDT est apparue comme le syndicat le plus proche du gouvernement Mitterrand-Mauroy (elle plaça notamment plusieurs de ses cadres dirigeants dans les ministères et à

l'Elysée). En même temps, elle s'opposa avec véhémence à l'intervention de Mitterrand sur le paiement intégral de la 40^e heure par exemple, ou plus récemment à la volonté du PS de réaliser un front syndical commun autour de la politique gouvernementale.

Loin de constituer des gages de l'indépendance de la confédération (une telle indépendance ne peut se manifester que par la défense unitaire et sans concession, des revendications et des besoins des masses travailleuses), ces « coups de gueule » de la direction CFDT illustrent la politique de solidarité-pression qu'elle met en œuvre vis-à-vis de

son pouvoir. Son jugement sur la politique économique du gouvernement indique assez bien dans quel sens elle entend peser : enregistrant avec satisfaction le caractère limité et prudent des mesures prises en faveur de la relance de la consommation populaire et des salaires, elle approuve les aides multiples décidées en faveur des entreprises, critiquant seulement la forme de distribution de cette manne aux patrons. Plus fondamentalement, la direction CFDT est sceptique quant aux chances de réussite de cette politique économique. Elle considère que, face à l'aggravation de la crise, le gouvernement devra faire des choix jusqu'alors reportés. En clair, la direction CFDT milite pour l'adoption par le gouvernement d'une politique d'austérité. Pouvant s'exprimer sans réserve quand Rocard est contraint à plus de discrétion, elle veut apparaître, seule s'il le faut, comme l'axe syndical d'une politique de gestion de la crise au moment où les choix difficiles seront faits ouvertement dans cette direction et supportés par les travailleurs. La CFDT « ne choisit pas la facilité », elle n'est pas « un bazar à calembredaines pour faire plaisir à tout le monde », écrit le secrétaire confédéral Noël Mandray dans *Syndicalisme*. Cette politique d'austérité, jugée inévitable dans la crise, est présentée sous les couleurs factices de la lutte contre les inégalités (inégalités d'abord au sein du salariat !) et sous le thème des « nouvelles solidarités » : les salariés « nantis » sont appelés à rogner leurs acquis pour faire une petite place aux chômeurs et aux travailleurs les plus démunis.

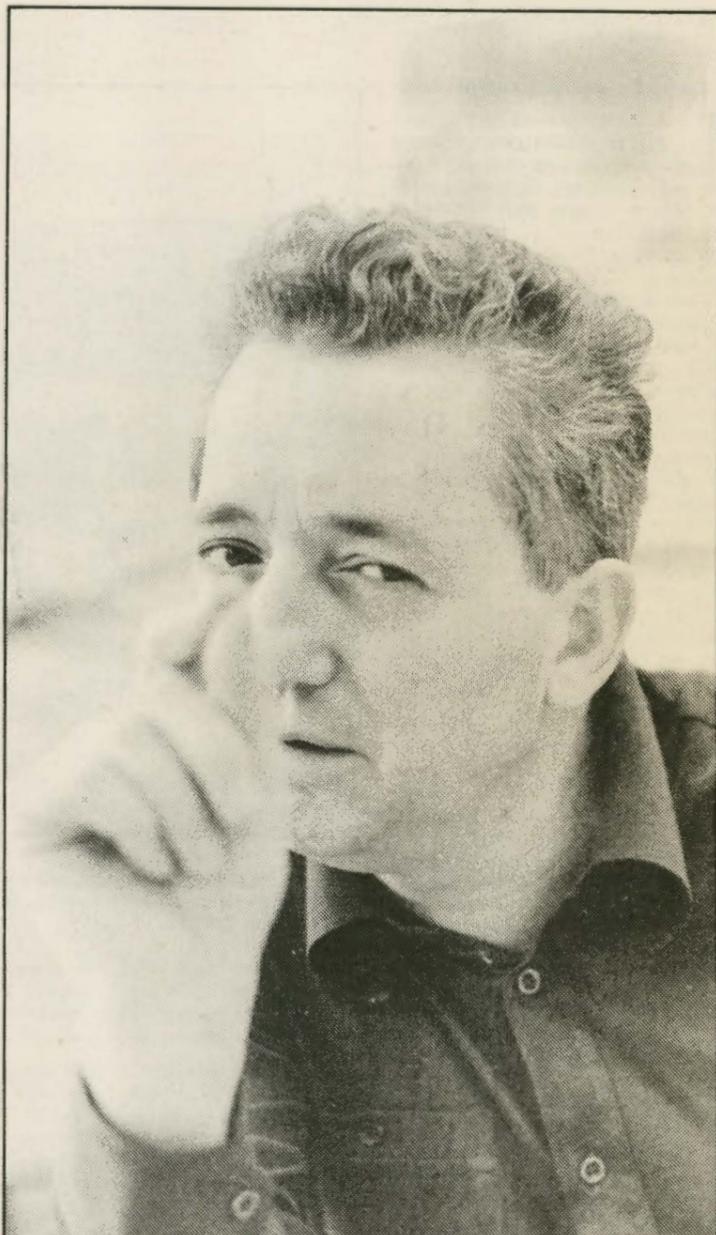
« Insérer les patrons dans le changement »

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que l'effort se porte sur la nécessaire collaboration avec le patronat. *Syndicalisme* affirme à ce sujet : « Il est cependant nécessaire, pour sortir le pays de la crise, que les patrons s'insèrent positivement dans le changement (...) Il faut reconnaître que, dans l'histoire de notre pays, le patronat a souvent collaboré. Ensuite, il est évident que, pour une longue période encore, le pays a besoin d'entreprises qui investissent, de patrons qui aient la capacité de gérer, de négocier, dans le but de promouvoir notre économie. C'est une des conditions de la réussite du changement. »

A cet éloge de la libre entreprise que ne renierait pas Gattaz fait suite ce conseil, prodigué au gouvernement : « On n'amènera pas les patrons à une attitude positive par une politique au coup par coup, en privilégiant à un moment donné les petites entreprises, puis à un autre la priorité aux grandes. » C'est donc plus de continuité et de cohérence dans sa politique de collaboration de classes que la direction CFDT réclame du pouvoir !

Exit le socialisme, place au consensus

L'objectif d'un nouveau consensus, à travers la recherche d'un compromis social, est concrétisé dans la présentation d'une motion intitulée « L'action syndicale, outil du changement » qui, curieusement, n'a pas été soumise à la discussion dans les syndicats mais le sera au congrès. Dans cette motion, la direction de la CFDT exprime son ambition de changer d'abord le travail dans l'entreprise, de faire reculer les diverses « oppressions » et « aliénations » sans toucher au fonctionnement du système capitaliste, la propriété privée des moyens de production et la recherche du profit.



Très concrètement, il est préconisé de saisir « les opportunités qu'offrent les mutations (technologiques) en cours » et de les « négocier pour imposer des exigences sociales, négocier les modifications jugées nécessaires des technologies elles-mêmes ». Les syndicats sont appelés à mettre au point leurs propositions. Ainsi « appartient-il à chaque organisation d'analyser, proposer, arracher les économies d'énergie qui peuvent être réalisées dans les usines, bureaux, villes ». « L'entreprise, les bureaux et services sont des lieux où s'exercent (...) différentes formes de domination : de l'employeur sur le salarié, de l'encadrement sur les exécutants, des hommes sur les femmes, des qualifiés sur les non-qualifiés. »

La lutte des classes disparaît de cette perspective, ainsi que la notion même d'exploitation des travailleurs. La perspective socialiste est également abandonnée, même dans les mots, puisque la motion affirme : « Organiser cette prise en charge des problèmes du travail et de l'entreprise est, pour nous, s'engager dès aujourd'hui sur le chemin de l'autogestion. »

Au regard de cette motion sur l'action syndicale, outil du changement, on comprend combien la signature de l'accord de juillet dernier sur la réduction et l'aménagement du temps de travail n'était qu'un banc d'essai ! La démarche est systématisée, théorisée, qui consiste à se placer sur le terrain des exigences patronales. « La CFDT (...) entend (...) imposer la négociation sur l'ensemble des éléments de la productivité. » En fait, il ne s'agit pas tant de convaincre le patronat de collaborer avec le gouvernement et les syndi-

cats pour le changement, que d'amener les travailleurs à s'inscrire dans une collaboration étroite avec leurs exploités ! Par la même occasion, tous les acquis du congrès de 1970, qui désignait la propriété collective des principaux moyens de production et d'échange, la planification démocratique et l'autogestion comme les bases indissociables du socialisme, sont jetés par dessus bord.

La division au secours de la collaboration

La politique « unitaire » défendue par Maire à ce congrès est parfaitement cohérente avec cette orientation liquidatrice de l'indépendance du mouvement syndical. Le refus de l'unité d'action en priorité avec la CGT repose sur la volonté de récupérer à moyen et long terme le rejet du stalinisme par la classe ouvrière. La politique de la confédération le 1^{er} Mai montre qu'elle est bien décidée à maintenir ce cap, quoi qu'il en coûte dans l'immédiat.

Mais l'approfondissement de la division est aussi une nécessité pour le groupe dirigeant. En effet, la réalisation de l'unité créerait un élan, une dynamique de confiance et de lutte qui percuterait de plein fouet la politique confédérale. Cette dernière n'a de chance de s'appliquer que dans un contexte de paralysie de la classe ouvrière par la division syndicale. Aussi, la lutte contre la politique de collaboration avec le patronat, le refus de l'abandon de la perspective socialiste autogestionnaire, sont-ils indissociables du combat pour l'unité d'action, en toutes circonstances.

Michel Thomas



UNE JOURNEE A ROUEN AVEC ALAIN KRIVINE

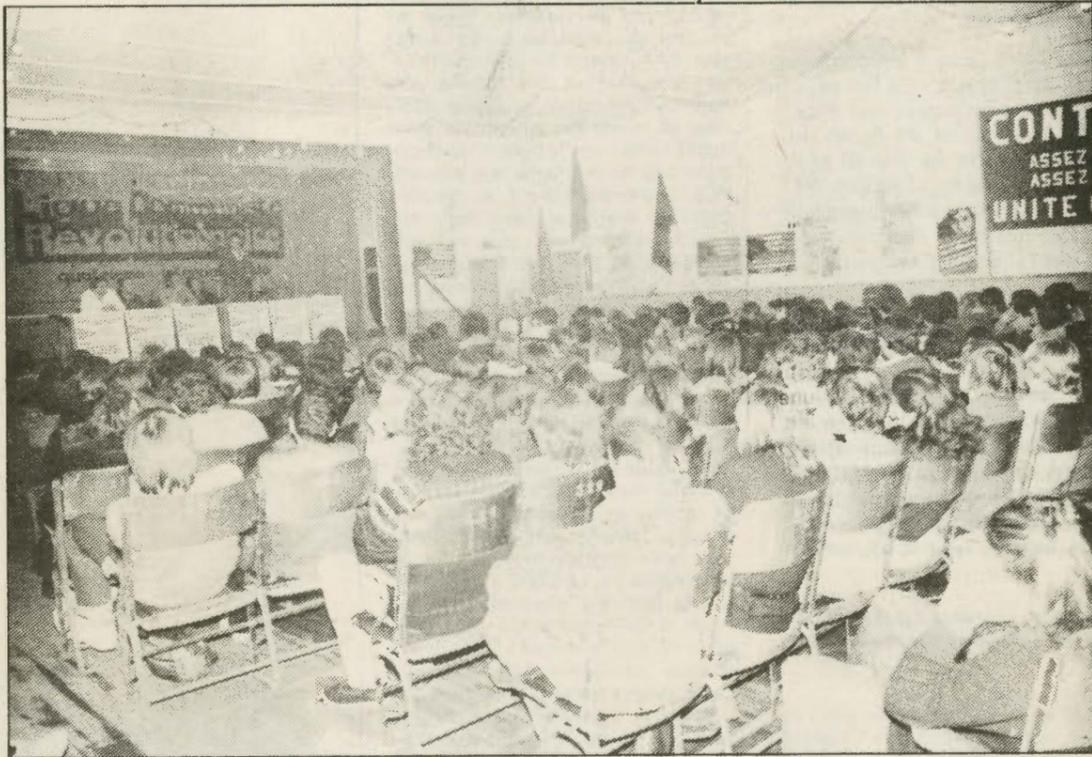
• De notre correspondant

LE choix qu'avait fait la section de Rouen pour la venue d'Alain Krivine était de favoriser au maximum l'intervention et les débats auprès des travailleurs des entreprises « sur les bilans après un an de gouvernement Mauroy ».

C'est là ce qui traçait le profil de la journée. Intervention aux portes de trois entreprises : ateliers de la SNCF, papeteries de la Chapelle-Darblay, Renault-Cléon, réunion sur invitation des militants et sympathisants entre 18 h et 20 h, meeting central auquel nous avions convié le PS, le PC, LO et le PCI à prendre la parole.

Krivine avait déjà pris la parole devant les « pap Chap » au moment de l'élection présidentielle, un des bastions de la zone industrielle, de la CGT et du PCF. Un an après, après une lutte de 15 jours avec occupation, les travailleurs n'y ont toujours aucune garantie quant à leur avenir, leur emploi face aux menaces de liquidation-restructuration de l'entreprise. Les militants de la LCR vendaient leur brochure de bilan de la lutte aux « pap Chap », tandis qu'Alain Krivine, reprenant les enseignements de 15 jours de bataille dans l'entreprise, insistait sur la nécessité de l'unité d'action avec les autres boîtes du groupe dont une entreprise proche de la zone industrielle de Quevilly-Couronne, l'importance de la mobilisation sur des mots d'ordre clairs, la nationalisation avec maintien de tous les acquis (salaires, emplois...) mot d'ordre sur lequel la CGT n'insiste plus... depuis la victoire du 10 mai !

Prendre la parole à Renault-Cléon aux changements de quart permet de toucher des milliers de travailleurs, même si le mouvement d'entrée et de sortie est rapide... Peu de travailleurs s'arrêtent mais tous entendent. Le tract de la LCR analysant les résultats des élections professionnelles et appelant à la solidarité avec ceux de Citroën était consciencieusement pris par tous les travailleurs qui connaissent bien le feuille LCR quinzomadaire à Renault-



Cléon, ... aussi consciencieusement que les tracts diffusés au même moment par la CGT et la CFDT.

La dernière prise de parole avait lieu l'après-midi à la SNCF, aux ateliers de Quatre-Mare. C'est une entreprise où le débat politique est vif.

Sur le fond parce que le bilan successif des luttes menées par la CGT cheminots... a mené un nombre impressionnant de cheminots de Quatre Mare à se désyndiquer, sans baisse de combativité ou dépolitisation.

Sur le fond parce que les propositions des militants et sympathisants de la LCR font souvent mouche. Sur la forme aussi, c'est là que la CGT cheminot sortait encore récemment un tract amalgamant les trotskystes aux « derniers soutiens

de Hitler »... ou que circulent parfois des tracts grossiers, anonymes... mais signés LCR (Ligue du consensus réactionnaire...). Rouge est vendu toutes les semaines à environ 30 exemplaires. Le soir, témoin de cette importante activité de débats politiques dans l'entreprise, ce sont plus d'une trentaine de cheminots qui participaient au meeting central de la LCR.

Parce que les meetings ne sont pas forcément des lieux où le débat peut s'instaurer, nous avons décidé de tenir de 18 h à 20 h une réunion sur invitation pour les sympathisants ouvriers en premier lieu. Ce fut un succès d'assistance : 80 militants et sympathisants environ, et un succès politique. Des camarades militants ou sympathisants de quasiment toutes les entreprises où nous interve-

nons prirent la parole, pour décrire les problèmes auxquels ils font face aujourd'hui. Krivine, avec d'autres camarades, retraçait l'ensemble des réponses de la LCR, et insistait en conclusion sur le nécessaire renforcement de la LCR pour construire le parti. Tous les participants à cette réunion en tiraient un bilan tout à fait positif... avant d'aller se restaurer au buffet du meeting, où nous avions prévu trop court...

A 20 h 30 s'ouvrait le meeting central devant 250 personnes environ, en grande majorité travailleurs et travailleuses.

Si le PS et le PC étaient absents... LO et le PCI vinrent développer leurs propres propositions. « C'est là un fait très positif remarquait Krivine en conclusion, c'est aussi un résultat du 10 mai. »

Après un appel du comité solidari-

LE MEETING DE CAEN

Le meeting organisé avec notre camarade A. Krivine a rassemblé près de 300 personnes. On remarquait notamment dans la salle de nombreux militants syndicaux des PTT, de la santé, de la SNCF, de la SAVIEM et de l'Education nationale. Un long débat a suivi le meeting. Il porta essentiellement sur notre attitude par rapport à la politique du PC, du PS et des syndicats.

PARIS HOPITAUX

Soixante personnes ont participé à la réunion débat organisée par les militants LCR des hôpitaux parisiens. La variété des intervenants a permis un débat très riche sur le bilan depuis le 10 mai, concernant les luttes hospitalières, la question de l'embauche et des 35 heures et la nécessité du départ des directeurs giscardiens. Il apparaît à l'évidence que, dès la rentrée, des conflits vont se multiplier pour l'embauche et contre la droite dans ce secteur. C'est dans ce sens qu'a été décidée la tenue d'un stage de travail des militants et sympathisants LCR de la santé.

té avec Solidarnosc à manifester dans Rouen le lendemain, après un appel à la manif du 5 juin à Paris, le meeting se concluait, le bar était réouvert et de nombreux camarades restèrent discuter par petits groupes jusqu'aux environs de minuit.

SOUSCRIPTION : LE BILAN

Nous n'avons atteint notre objectif qu'à 25 %.

Certes, ce n'est pas une catastrophe : cette souscription n'avait pas pour but de sauver le journal ou l'organisation, comme nous en avions trop souvent l'habitude.

Ce n'en est pas moins un échec au vu de tous les projets auxquels nous devons renoncer dans une situation politique où le moindre retard dans la réalisation de nos tâches peut avoir de graves conséquences. Nous ne sommes pas mécanistes et si imbus de nous-mêmes au point de croire que tout ce que nous faisons ou ne faisons pas a des conséquences irrémédiables. Toutefois, nous en sommes réduits encore une fois à subir la censure de l'argent, même si nous ne devons rien à personne et n'avons de comptes à rendre qu'à nous-mêmes et aux travailleurs.

Nous ne pouvons toutefois nous contenter d'un tel constat. Pourquoi cette souscription n'a-t-elle pas eu des résultats aussi bons que les précédentes ? A notre avis, plusieurs facteurs ont joué. D'abord, notre organisation n'a pas l'habitude de collecter de l'argent « à froid » et par ailleurs nos camarades se sont investis dans de multiples tâches depuis le 10 mai.

Collecter ce fric leur apparaît souvent comme une tâche qui passe après les autres. Il y a aussi les effets de la crise qui touche tous les portefeuilles, y compris ceux des camarades qui nous soutiennent. Beaucoup de nos sympathisants ont également apporté leur soutien aux travailleurs polonais.

Pourtant, le problème demeure. Nous allons avoir encore plus besoin d'argent pour la bataille des municipales. Dès la rentrée de sep-

tembre, il nous faudra nous lancer à nouveau dans la recherche d'argent pour pouvoir nous présenter dans le maximum de villes. La souscription sera alors une condition sine qua non de notre combat politique. Nous lancerons donc une nouvelle souscription à la rentrée de septembre. En attendant, nous arrêtons celle-là, tout en espérant que ceux et celles qui nous aident régulièrement continueront à le faire.

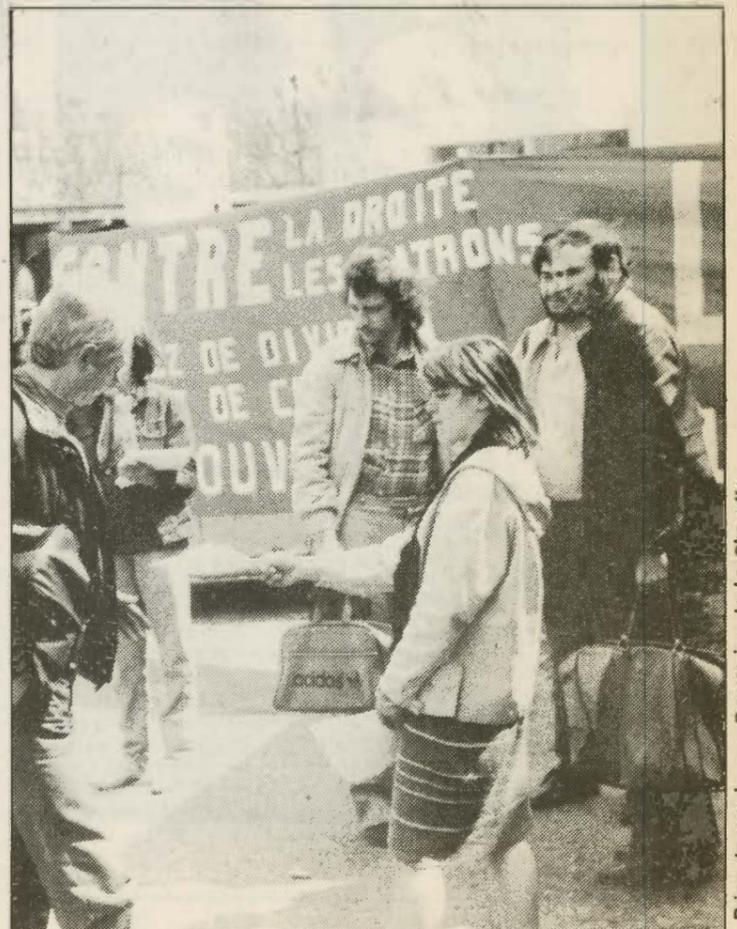
Issy-les-Moulineaux, Cellule CNET4 000	
Joséphine	120
Marseille, Ex-cellule Recherche	3 100
Thizy, Jean-Pierre	15
Alès	540
Fédé Paris	50

Un exemple : Alès	
Collecte de Mialet-St Jean du Gard	
Maddy	10
Paulette	10
Georges	10
Emilienne	10
Nadine	10
Madeleine	50
Françoise	20
Pierrot	10
Nemy	10
Claudie	10
Colette	50
Henri	10
Alice	10
Maymarde	10
Alain	20

Ernesto	50
Total semaine	7 875
Total précédent	118 141,05
Total	126 016,05

Françoise	50
Manuel	10
Marie	10
Daniel	10
Jacques	20
Ninette	50
Gilbert	10
Max	20
Charles	20
Olivier	15
Evelyne	15
Annie	20

Soit un total de 500 F et 27 souscripteurs pour une ville qui avait déjà envoyé 1 540 F. Si chaque ville avait pu faire de même, nous aurions largement dépassé l'objectif !



Charles Hernu doit lever immédiatement les sanctions prises contre les soldats

LE mardi 11 mai, Charles Hernu répondait à l'Assemblée à une question du député RPR La Combe : « Les soldats participant aux défilés du 1^{er} Mai ont été punis légèrement mais avec fermeté ». Il annonçait par la même occasion que l'aspirant médecin Denis Michard allait être traduit devant un conseil d'enquête pour cassation de son grade.

Ainsi, c'est le ministre lui-même qui a décidé de l'application des sanctions contre les appelés participant au 1^{er} Mai. Et ce sont les services de protection-sécurité-défense (PSD), qui pourtant ne devaient pas être la copie conforme de la sécurité militaire, qui ont pris les photos dans le cortège de la CGT, photos que les soldats ont retrouvées deux jours plus tard devant eux dans leur casernes... Ces méthodes détestables d'espionnage du mouvement ouvrier seraient-elles restées les mêmes ? Il est vrai qu'on s'était étonné de la rapidité avec laquelle les soldats présents au 1^{er} Mai avaient été retrouvés et réprimés. La première vague de répression qui avait suivi la publication des premières signatures de soldats avait été lancée par la hiérarchie militaire, Charles Hernu était intervenu pour couvrir les décisions prises. Cette fois-ci, c'est le ministre qui prend l'initiative de la répression. A croire que l'intervention d'un Lacaze, chef d'état-major nommé par Giscard, à visage découvert et en uniforme dans la presse, fait plus d'effet au gouvernement que les signatures de 5 000 soldats.

Pourtant, le 1^{er} Mai c'est une longue tradition dans le mouvement des soldats. Cette année dans les cortèges, quand les travailleurs apercevaient les soldats, ce qu'ils disaient, c'est que le changement c'était ça : des soldats dans les manifestations ouvrières, en uniforme et sans masque. L'année passée, aucun soldat n'avait été réprimé pour ce motif.

Les soldats pouvaient attendre autre chose de ce ministre socialiste, surtout quand on sait quelle énergie le PS a déployée pour réaliser une manifestation unitaire de toutes les forces du mouvement ouvrier à cette occasion. La droite et les généraux ont de quoi se réjouir. Ce ministre-là, il n'est même pas utile de le pousser à prendre des mesures, il le fait tout seul. Et c'est pour cela que Charles Hernu a parlé à l'Assemblée sous des applaudissements fournis à droite. Dans *le Matin*, le journaliste qui rendait compte de cette séance expliquait qu'à gauche les députés avaient des « mains de plomb ». Visiblement, l'ensemble du Parti socialiste ne partage pas les options du ministère. Ainsi le mercredi 12 à la faculté de Nanterre, Jean Poperen répondant à une question de François Castaing, porte-parole du Collectif de campagne des soldats, expliquait qu'il interviendrait contre la répression, pour l'élargissement des soldats aux arrêts.

Dans les organisations ouvrières, ces exploits du ministre de la Défense sont peu appréciés. Les organisations syndicales ont maintenant toutes pris position contre la répression. C'est ainsi que les syndicats FO et CFDT de la région parisienne ont fait des communiqués de protestation exigeant la levée des sanctions.

Il est nécessaire d'aller maintenant plus loin vers une riposte unitaire. Certains soldats ont maintenant eu droit depuis le début de la campagne à 60 jours d'arrêts, pourtant ils persistent et signent !

Partout, localement, la riposte a commencé comme au Mans (voir encadré). Dimanche dernier, les parents, les compagnes de soldats emprisonnés étaient devant le ministère pour exiger du ministre qu'il les libère. Ils y seront encore dimanche prochain ; il faut venir leur apporter notre soutien à 11 heures devant le ministère de la Défense, métro Solferino.

Prises de positions

● La plupart des soldats encore emprisonnés aujourd'hui l'ont été pour participation aux manifestations du 1^{er} Mai à Paris. Les syndicats FO de la région parisienne ont violemment réagi lorsqu'ils ont eu connaissance de la sanction frappant Fabrice Piault dès le lundi 3 mai.

« Les syndicats Force ouvrière de la région parisienne protestent contre la peine de trente jours d'arrêts de rigueur infligés au militaire Fabrice Piault pour avoir participé aux défilés du 1^{er} Mai. Le militaire Fabrice Piault a été reconnu sur photo de presse.

Sans vouloir juger du fond des revendications des militaires qui ont participé aux défilés, les syndicats Force ouvrière ne peuvent qu'estimer que chacun a le droit à l'expression de ses idées, y compris les appelés, qui ne cessent pas d'être des citoyens à part entière, notamment en temps de paix. »

● L'union de la région parisienne CFDT vient de prendre position à son tour.

« L'union régionale d'Ile-de-France CFDT exprime sa plus vive réprobation devant les condamnations de 20 jours d'arrêts simples à 60 jours d'arrêt de rigueur portés

contre les appelés ayant participé aux manifestations du 1^{er} Mai et notamment au rassemblement organisé par la CFDT place de la Bastille.

L'union régionale parisienne CFDT rappelle qu'elle ne saurait accepter que les appelés soient considérés comme des citoyens ne pouvant jouir de leurs droits élémentaires, y compris celui de participer à des manifestations, de plus autorisées.

L'union régionale d'Ile-de-France CFDT demande la levée des sanctions et l'ouverture rapide de discussions aboutissant sur la reconnaissance de possibilités d'expression et d'organisation pour les soldats. »

● Il ne reste que la CGT qui soit muette à ce jour alors même que la plupart des soldats réprimés ont été photographiés par la PSD dans son cortège et que, par ailleurs, son programme d'action soumis à la discussion du prochain congrès confédéral prévoit explicitement :

« Profondément attachée à une armée basée sur la conscription, la CGT considère que les jeunes soldats appelés doivent conserver leurs droits de citoyens pendant toute la durée de leur service, lequel doit être ramené à six mois, et bénéficier ainsi de la liberté d'association et d'information et du respect de leur dignité. »



soldats présents dans les manifestations du 1^{er} Mai 1982

LETTRES DE PRISON

« Rouge » a décidé de rendre publiques les lettres que nous avons recueillies, comme toute la presse, de la part de plusieurs soldats aux arrêts. Faute de place, nous avons été obligés de sélectionner les passages les plus significatifs.

● Le vendredi 7 mai, j'ai été arrêté pour avoir manifesté le 1^{er} Mai avec d'autres soldats en uniforme aux côtés des organisations ouvrières. J'ai été sanctionné de trente jours d'arrêts. Mais ce qu'on remarque avant tout, c'est que cette sanction n'est plus une initiative de la hiérarchie militaire en tant que telle, qu'elle émane directement de votre ministère. Ma seconde remarque c'est qu'aujourd'hui des appelés sont sanctionnés à propos de la tradition la plus significative du mouvement des soldats : manifester le 1^{er} Mai aux côtés des travailleurs. En systématisant la répression, la hiérarchie militaire, d'une certaine manière, l'a dangereusement banalisée. (...) Alors qu'attendez - vous Monsieur le Ministre, pour recevoir le Collectif national de campagne des soldats, dépositaire de la prise de position de déjà plus de 5 000 soldats ?

Jean-François Perraud
à Charles Hernu

● Monsieur le Premier ministre, vous serez lundi prochain à Suijpes pour assister à des tirs de « Pluton ». Quelle liberté et quelle démocratie règnent à l'armée ? Au moment de votre visite, je serai enfermé, condamné à 30 jours d'arrêts pour avoir distribué à mes camarades, lors de la caserne, un tract-pétition en faveur des droits démocratiques dans l'armée et de la réduction à 6 mois du temps de service national. En plus d'être enfermé, je suis isolé : j'ai en effet été séparé des trois autres punis de ma compagnie et placé dans une cellule individuelle. Que craint-on pour me séparer d'eux ? Que je leur fasse partager ma foi dans la réalisation de vos promesses électorales ? Si j'ai été de ceux qui ont permis la chute de Giscard, je suis inquiet à présent. L'armée n'a changé en rien et les changements qu'on nous annonce ne semblent correspondre en rien à nos attentes pour la réduction du temps de service et sa démocratisation.

Romain Treppoz
à Pierre Mauroy.

● En plus de l'isolement dont je suis victime, il y a une curieuse affiche au foyer du 40^e RA où j'effectue mes arrêts (la compagnie est trop petite, il n'y a pas de cellule). Cette affiche porte mon nom et ma photo (sans doute celle de l'incorporation) avec à peu près le texte suivant : « Si barmen le repèrent, prévenir OP, lui expliquer et le faire sortir. » La chasse aux sorcières est ouverte.

Roman Treppoz
à sa mère.

● Mardi 4 mai, mon chef de corps le colonel Baroux, commandant le GMR2 à Lille m'annonce qu'il demande une punition de trente jours d'arrêts contre moi pour ma participation à la manifestation du 1^{er} Mai à Paris sur la base d'une photo prise ce jour-là. Il prétend qu'il s'agit d'une décision du ministère de la Défense, Charles Hernu, et que mes camarades seront eux aussi sanctionnés. (...) L'an dernier, nos camarades soldats qui participaient com-

me nous aux manifestations ouvrières, en uniforme et à visage découvert, n'avaient pas été inquiétés. Cette fois-ci, la répression frappe non seulement notre liberté élémentaire mais, à travers le 1^{er} Mai, le mouvement ouvrier dans son ensemble et appelle une riposte d'ampleur.

Hervé Coléou

● Le 10 mai 1981, un grand espoir naissait pour des millions d'hommes et de femmes qui subissaient depuis 23 ans le pouvoir absolu de la droite. Le 10 mai 1982, cet espoir n'est pas mort, mais la réalité est amère. (...) Un an après, le bilan des changements dans les casernes n'est pas très encourageant. Le service militaire reste toujours aussi détesté par les jeunes, et la « quille » reste l'objectif principal de l'appelé. Il faut dire que les conditions actuelles n'ont guère évolué. Quant à la discipline, rien n'a changé. J'en parle en connaissance de cause, puisque j'ai été muté pour avoir fait signer une pétition, puis j'ai pris 20 jours d'arrêts simples pour avoir participé à une conférence de presse et je viens de reprendre 30 jours d'arrêts simples pour avoir participé aux manifestations du 1^{er} Mai en tenue militaire ! (...)

Michel Trussardi

CHARLES HERNU PERD SON SANG FROID

Le ministre de la Défense a les nerfs fragiles, c'est sans doute la conclusion qu'il faut tirer de deux incidents récents. Le premier avait pour cadre une réunion ouverte de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône en présence de C. Hernu et G. Defferre. Interpellé par un jeune instituteur sur la répression dans les casernes, C. Hernu commençait par nier, puis il justifiait et les sanctions et la censure contre Rouge et enfin « perdait les pédales » se retournant vers G. Defferre très serein pour marteler à mi-voix, trépanant d'excitation « c'est la Ligue, c'est la Ligue... ». Le second incident s'est déroulé en début de semaine à Villeurbanne où Hernu présidait le conseil municipal lorsqu'une dizaine de jeunes

l'ont interpellé « Hernu, espoirs déçus », « libertés démocratiques dans les armées ». Face à cette action de solidarité avec les soldats emprisonnés, C. Hernu commence par nier « vous êtes des menteurs... » puis rapidement il manie, excédé, l'injure : « Vous appartenez à l'extrême droite, vous êtes des petits fascistes. » Propos dérisoires qui cachent mal l'embaras d'un homme dont la politique ne passe plus. Déjà au congrès de Valence, l'accord s'était fait pour lui demander de ne pas parler. Décidément, il n'y a que les généraux de l'état-major pour être satisfaits « de ce fils de gendarme devenu ministre » comme dit la presse. Piètre consolation.

J.-L. M.

TROISIEME CONGRES DES JCR

Une organisation de toute la jeunesse pour l'action

Plus de 200 jeunes ont participé au 3^e Congrès des Jeunesses communistes révolutionnaires, les 15 et 16 mai à Paris. Faire le bilan d'un an de campagne, discuter, amender et adopter les thèses présentées par le comité national sortant et élire une nouvelle direction de 48 membres, telles étaient les tâches de ce congrès marqué par la volonté de construire une organisation implantée dans la jeunesse ouvrière et la jeunesse scolarisée la plus liée à la classe ouvrière.

Ce qui frappe en premier lieu un observateur de la LCR à ce congrès, c'est que les JCR, loin d'être le secteur jeunes de la LCR, sont une véritable organisation de jeunesse indépendante. Elles ont leurs propres bulletins intérieurs, leurs propres traditions, leurs propres débats. Ainsi, le samedi après-midi, lors du débat sur le bilan, l'âpreté des débats et des polémiques montrait bien qu'il s'agissait du congrès d'une organisation vivante qui avait besoin de confronter ses expériences, de discuter et de remettre en cause éventuellement les décisions prises par la direction élue au 2^e Congrès, il y a un an et demi.

Au centre des débats du samedi, il y avait évidemment la campagne pour le service militaire à 6 mois, mais aussi les problèmes d'articulation entre campagne de masse, initiatives et recrutement, construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire, travail syndical.

L'activité des JCR cette année s'est en effet organisée autour de la campagne pour les 6 mois, mais aussi de la campagne de solidarité avec les travailleurs polonais, du travail universitaire (élections dans les conseils de gestion et congrès national de l'UNEF-id) et enfin de la préparation en cours de la venue de Reagan le 5 juin à Paris. Cela fait beaucoup de choses pour une organisation d'environ 600 militants. La nécessité d'établir des priorités, de hiérarchiser les tâches était donc logiquement au centre des débats du samedi.

Ce débat devait se poursuivre le dimanche autour du projet de thèses. Celles-ci, complétées par plus de 70 amendements votés par les sections, devaient finalement être adoptées à l'unanimité des délégués moins 7 abstentions.

Du rapport introductif de la camarade Gaëlle au nom du bureau national, ainsi que de la plupart des interventions ressortaient trois choses :

— la nécessité de mettre toutes les forces de l'organisation dans la préparation de la montée sur Paris le 5 juin contre Reagan ;

— de préparer dès maintenant la rentrée de septembre autour du mot d'ordre « Non au budget militaire, oui au service à 6 mois », avec une initiative qui connaîtra une expansion sans précédent depuis longtemps à l'heure où l'on commence à parler d'austérité pour les budgets sociaux...

— de préparer au premier tri-

mestre une conférence nationale jeunes travailleurs, travailleurs en formation, afin d'affirmer l'organisation et ses réponses dans ces couches de la jeunesse.

Cette dernière initiative doit

les directions de ville et les directions nationales de la LCR pour organiser une collaboration étroite entre les deux organisations qui devrait permettre de transformer la composition sociale de l'organisation, constituée encore aujourd'hui d'étudiants à plus de 50 %.

Mais cette transformation des JCR ne repose pas seulement sur la collaboration avec la LCR. De nombreux camarades devaient intervenir pour justifier la nécessité d'intervenir volontairement en direction des LEP ou des CFA. De la même manière, les camarades de Marseille proposèrent la mise en place d'une



évidemment, pour être réalisée, s'appuyer sur une collaboration avec la LCR à tous les niveaux. Le débat est déjà engagé avec

commission nationale « jeunes immigrés » qui sera formée à Marseille sous la responsabilité de la section locale.

Enfin, de nombreux camarades expliquèrent pourquoi ils avaient décidé de s'embaucher dans l'industrie. C'est le cas de cinq ca-

marades du BN sortant par exemple.

La direction élue à la fin du congrès représente un renouvellement important : il sera constitué de 16 jeunes travailleurs, 6 lycéens, 4 permanents, 20 étudiants et 2 instituteurs. Le CN est par ailleurs composé de 15 femmes et de 33 hommes, et la moyenne d'âge est de 21 ans. Parmi les nombreux camarades observateurs, c'est Alain Krivine qui représentait le bureau politique de la LCR. Il devait insister sur l'indépendance des JCR et les rapports fraternels entre les deux organisations. Soulignant que souvent la LCR n'apportait pas aux JCR l'aide nécessaire à leur construction, il s'engagea au nom du bureau politique au développement de l'activité en commun des deux organisations dans la jeunesse ouvrière.

« JCR BANZAI »

C'EST ainsi que le camarade Sakai, membre de la section japonaise de la IV^e Internationale, du secrétariat unifié, termina son intervention le samedi soir au congrès des JCR.

Après avoir présenté l'organisation sœur des JCR au Japon (Ligue des Jeunesses Communistes) et rappelé les combats contre l'aéroport de Narita, le camarade Sakai est revenu sur la situation politique mondiale et sur la construction d'une internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Un militant sénégalais accueilli par le slogan « troupes françaises hors d'Afrique », expliquait comment la politique du gouvernement français aujourd'hui en Afrique était la continuité de la politique impérialiste des gouvernements précédents. Le camarade antillais du GRS et des JAG (Jeunesse

d'avant-garde) devait confirmer cette appréciation à partir de l'exemple des Antilles françaises. Alors qu'il terminait son intervention, la salle reprenait plusieurs fois le mot d'ordre « Antilles libres et socialistes ».

Pour la première fois, les militants des JCR ont eu l'occasion d'écouter un camarade trotskyste du Sri Lanka (ex-Ceylan) qui présentait la situation de la classe ouvrière de son pays et notamment celles des travailleurs de plantations de thé.

Dans la salle se trouvait une délégation de plusieurs camarades suisses, le camarade qui est intervenu devait annoncer la création d'une organisation de jeunesse suisse, au mois de décembre.

C'est le camarade Paul Maillot, membre de la direction de la YSA (USA-Alliance des jeunes pour le

socialisme) qui est ensuite intervenu : « Le centre de la politique américaine aujourd'hui, c'est la politique de guerre de Reagan et la lutte contre cette politique. Le sentiment antiguerre aux USA a produit des débats, des manifestations sur la question des armes nucléaires et de l'intervention US en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Plus d'un million de jeunes refusent de s'inscrire pour la conscription en dépit des menaces de Reagan de les mettre en prison. Parmi ceux qui résistent, il y a les membres de la YSA, ils sont à la pointe de ce mouvement. »

Un camarade luxembourgeois devait également présenter l'organisation de jeunesse en construction autour du journal « De fonken » (l'Étincelle). Pierre, du bureau national des JCR, devait conclure la soirée en insistant sur la place de la jeunesse ouvrière dans

la situation politique aujourd'hui en Pologne, au Nicaragua, au Salvador, en Palestine.

Dans la journée de dimanche, une camarade d'Allemagne, où une organisation de jeunesse est également en construction, expliqua le développement du mouvement antiguerre dans son pays et la préparation de la venue de Reagan en juin, en RFA.

Un camarade belge est revenu sur la grève générale qui a eu lieu dernièrement en Belgique et une motion a été votée par le congrès pour exiger la libération des militants emprisonnés après les manifestations.

Un message des camarades hollandais de l'organisation de jeunesse Rebell a enfin été lu au congrès, qui mettait l'accent sur le droit à l'emploi et le refus de la militarisation.

APPEL

5 juin REAGAN A PARIS

Au mois de juin, Ronald Reagan sera en Europe. Il participera à Versailles au sommet des pays riches, et le lendemain à Bonn au sommet de l'OTAN.

— Ronald Reagan c'est le boucher de l'Amérique centrale, celui qui soutient la dictature sanglante du Salvador.

— Ronald Reagan c'est le déploiement des missiles américains en Europe dès l'année prochaine.

— Ronald Reagan c'est le chef suprême de l'impérialisme le plus puissant.

Au Salvador, la lutte s'accroît sous la direction du FMLN pour mettre à bas la dictature, que le gouvernement Reagan ne cesse de soutenir matériellement. Ce qu'il sait, c'est qu'après le Nicaragua, c'est la possibilité maintenant de nouvelles victoires dans toute l'Amérique centrale.

Le 6 juin à Londres, le 7 à Rome, le 10 à Bonn, le 12 à Washington, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes seront dans la rue. Le 5 juin Reagan sera à Paris, toutes les forces de la jeunesse, du mouvement ouvrier, les forces anti-impérialistes doivent se préparer à l'accueillir.

Dans les comités unitaires, et partout dans nos entreprises, nos lycées, nos facs, nos quartiers, nous préparons la marche nationale à Paris.

Le 5 juin, par milliers dans la rue contre Reagan-la-guerre !

Les JCR doivent être partout à l'avant-garde de la riposte à la politique de Reagan. C'est partout que nous prenons les contacts unitaires pour manifester en masse à Paris. Dès maintenant, nous organisons matériellement cette montée, en diffusant des bons de participation, en organisant les départs en cars.

Le 5 juin les JCR seront dans la rue.

— SOUTIEN TOTAL AU FMLN ET A LA REVOLUTION EN AMERIQUE CENTRALE

— NON AUX NOUVELLES FUSEES US EN EUROPE

— A BAS L'OTAN ET L'ALLIANCE ATLANTIQUE !

LA GUERRE DANS L'ATLANTIQUE-SUD

► Le terrain d'essai des puissances impérialistes

Avoir l'union sacrée de toutes les puissances impérialistes se réaliser, personne ne peut avoir le moindre doute sur la nature des enjeux de la guerre dans l'Atlantique-Sud. Les réunions des responsables des gouvernements européens se sont succédé les 15 et 16 mai et ont débouché sur la reconduction des sanctions économiques contre l'Argentine.

Notre pays a pris la tête du soutien à l'action de Margaret Thatcher. Pierre Mauroy déclarait ainsi à propos de l'opération argentine sur les Malouines: « La France s'élèvera toujours contre les violations du droit international. » Même son de cloche de la part du ministre communiste des Transports, Charles Fiterman: « L'Argentine a fait un coup de force et c'est un élément qu'on ne peut ignorer. » Peu importe à ces deux représentants d'un gouvernement qui affirme défendre le droit des peuples que le « droit international » auquel ils se réfèrent légitime des possessions coloniales acquises au siècle dernier à coups de canons.

Si l'OTAN, la CEE, les Etats-Unis ont pris si nettement position, c'est que Londres défend à cette occasion les intérêts de l'ensemble du camp impérialiste. Car la bataille engagée représente pour le dispositif occidental un test grandeur nature, le premier depuis la guerre du Vietnam.

● Un test pour la cohésion du camp impérialiste

Plusieurs Etats européens gardent encore la propriété d'îles ou d'archipels dans le Pacifique, l'océan Indien ou l'Atlantique. Quelques centaines de kilomètres carrés permettent le contrôle des inestimables trésors de pétrole, nickel, cobalt, cuivre, chrome, manganèse que recèlent les fonds marins. En réagissant comme



La France de Mitterrand a pris la tête du soutien à la sale guerre de l'impérialisme britannique.

elle l'a fait, la Grande-Bretagne veut signifier aux pays dépendants qu'elle n'entend pas laisser ébranler la mainmise des grandes puissances sur ces matières premières.

Pour les autres métropoles, ne pas appuyer Thatcher c'était porter atteinte à la crédibilité même du Pacte atlantique, dont la fonction est d'assurer la défense coordonnée du bloc impérialiste. C'était en outre donner des arguments à ceux qui convoient diverses possessions occidentales. La France est particulièrement concernée. Tout récemment, Madagascar a revendiqué les Eparses (îles situées au nord-ouest de Madagascar et dans le détroit du Mozambique). J.-F. Hory, député du territoire de Mayotte, peut ainsi affirmer: « Si la France n'avait pas appuyé la Grande-Bretagne, on au-

rait pu croire qu'elle ne donnerait pas de suite militaire à une entreprise quelconque dirigée contre les îles françaises de l'océan Indien ou du Pacifique. »

Voulant fournir la preuve de sa capacité à défendre les « Malouines françaises », François Mitterrand se devait de faire preuve de la plus grande détermination, une fois les hostilités engagées.

● Un test pour le dispositif militaire

Les Etats impérialistes entendent acquérir une suprématie navale et des capacités d'intervention militaire en tous les points du globe. Les efforts entrepris pour moderniser leurs

potentiels de défense l'attestent. L'expédition de l'armada britannique constituée à l'évidence une première application de cette stratégie.

Les faiblesses de la Navy sont apparues clairement. Elle n'a riposté qu'avec une extrême lenteur et n'a pu s'assurer la maîtrise de l'air à cause d'un nombre insuffisant de porte-avions. Elle a, de plus, montré sa vulnérabilité devant les Super-Étendard argentins (équipés du fameux missile français « Exocet »). Seule la présence de quatre sous-marins nucléaires a permis à Londres d'organiser le blocus de l'archipel. Pour les experts occidentaux, les leçons sont précieuses. A propos des problèmes posés à la France, Josette Alia écrit dans le *Nouvel Observateur* du 15 mai: « Jusqu'à présent,

nous avons tenu à peu près tous nos fronts militaires-nucléaire et conventionnel. Mais nos deux porte-avions vieillissent et, pour les remplacer, il faudrait dès cette année en mettre d'autres en chantier. Nous n'avons que cinq sous-marins d'attaque. Notre force de dissuasion prend des rides. Au prochain conseil de Défense, il faudra faire des choix non plus techniques mais politiques. Le test des Malouines pèsera lourd. »

● Un test pour l'efficacité des armements

L'affrontement des Malouines a servi de terrain d'essai pour toute la génération d'armes de l'après-Vietnam. On a beaucoup parlé de l'« Exocet ». Mais il ne faudrait pas oublier l'appareillage électronique qui a joué un rôle prépondérant. Les systèmes américains de satellites pour la navigation, TRANSIT et NAVSTAR-GPS, permettent à l'escadre anglaise de déterminer sa position et celle des bâtiments ennemis. Son contact permanent avec l'amirauté de Londres dépend très largement du système ultra-sophistiqué de communications (Fleet-satscom). On pourrait encore donner d'autres exemples.

Cyniquement, à l'occasion de ce qui est devenu une crise internationale majeure, les Etats capitalistes ont vérifié les points vulnérables de leur stratégie et de leur système de défense. N'en doutons pas, ils en tireront toutes les conséquences pratiques.

Alors, une guerre pour la démocratie contre la dictature? Non, mille fois non. Une guerre d'agression, pour l'exemple, dans laquelle il s'agit de défendre les positions internationales des marchands de canons et des maîtres de l'industrie et de la finance.

Christian Picquet

► L'Argentine : un pays dominé

MARGARET THATCHER et ses ministres ne reculent devant aucun argument. Ils présentent leur guerre contre l'Argentine comme une véritable croisade: la liberté et la démocratie contre l'oppression et la dictature. La presse à sensation de Londres, celle qui se proclame « populaire », livre quotidiennement à ses millions de lecteurs une traduction à peine exagérée de cette interprétation. Selon elle, la flotte britannique guerrière dans l'Atlantique-Sud au nom du « droit » et d'un « ordre civilisé » (sic!) contre des généraux d'opérette et leurs troupes de « métèques » (sic!). Les lumières contre l'obscurantisme, les bons contre les mauvais... La bonne conscience moyennant une dose plus ou moins discrète de racisme: c'est là une recette éprouvée dans les sociétés décadentes et en crise...

Cette presse britannique parlant aujourd'hui de l'Argentine, c'est « la nôtre » au début des années soixante. C'est le même ton, le même vocabulaire que *L'Aurore*, *le Parisien* ou *le Figaro* lorsqu'ils parlaient alors de l'Algérie et des Algériens.

Le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, comme dans l'ensemble des puissances impérialistes, se doit de combattre de telles « interprétations » du conflit. Leur objet est d'en masquer la véritable nature. De provoquer le soutien des travailleurs à la politique de leurs bourgeoisies. De les dresser contre leurs frères de

classe dominés et exploités des pays semi-coloniaux. Ce n'est pas nouveau. Mais cela s'applique totalement au conflit entre Londres et Buenos-Aires. Qu'il y ait une dictature en Argentine, que celle-ci tente de tirer parti de la situation ne modifie en rien l'essentiel: la guerre britannique est la guerre d'une puissance impérialiste contre une nation dominée à l'économie semi-coloniale.

Une économie semi-coloniale

Les Argentins n'exercent aucun contrôle décisif sur l'économie de leur pays. Ce sont les multinationales, les groupes financiers, industriels et commerciaux des puissances impérialistes qui l'exercent.

L'économie argentine est certes, l'une des plus industrialisées parmi les économies semi-coloniales. Elle a connu un relatif développement. Mais le caractère limité de ce développement est précisément le produit des déformations et des contradictions produites par le rôle prédominant du capital étranger.

Historiquement, c'est l'alliance entre les grands propriétaires terriens nationaux et l'impérialisme qui a fixé le cadre de ce développement relatif. Aujourd'hui, ces grands propriétaires, qui constituent 0,2 % de l'ensemble des possesseurs de ter-

res, contrôlent 65 % des surfaces exploitées et emploient 50 % de la main-d'œuvre agricole.

Les exportations agricoles fournissent toujours la majorité des revenus d'exportations du pays. Revenus qui dépendent totalement des fluctuations des cours sur le marché mondial.

L'agriculture argentine reste, malgré l'importance de sa production grâce à des surfaces cultivées considérables, une agriculture à faible rendement, comparée à celle des pays capitalistes développés. Il y a quelques années, il y avait encore dix-neuf fois moins de tracteurs à l'hectare cultivé en Argentine qu'en Grande-Bretagne et la quantité d'engrais utilisée à l'hectare était 140 fois moindre qu'en République fédérale allemande.

L'industrie fut, dès sa naissance, dominée par le capital impérialiste. Ce capital, essentiellement britannique, s'est concentré en premier lieu dans les secteurs directement liés aux intérêts des importateurs londoniens: chemins de fer, ports, traitement de la viande, etc.

Pillage

Jusqu'à la fin des années trente, l'Argentine fut une véritable colonie de la Grande-Bretagne qui contrôlait 80 % du capital étranger. Son influence était déterminante dans la vie politique du pays et imprégnait la

société à bien des niveaux.

La vague de nationalisations et le développement de nouvelles industries impulsé par le régime péroniste à la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas substantiellement changé les choses. Les Etats-Unis ont ravi sa place à la Grande-Bretagne. Et, au début des années soixante, parmi les 100 plus importantes firmes « argentines », 89 étaient contrôlées par le capital étranger. Depuis lors, cette prédominance s'est encore affirmée. Le secteur nationalisé hérité de Peron a été largement démantelé; parmi les 50 plus importantes firmes rendues au secteur privé, 29 ont été achetées par des sociétés américaines.

L'exemple de l'industrie automobile, entièrement aux mains de firmes européennes et nord-américaines, illustre parfaitement ce que cela signifie: entre 1970 et 1980, celles-ci ont extrait d'Argentine des bénéfices six fois supérieurs au total de leurs investissements. C'est un véritable pillage. Il appauvrit l'économie dominée pour enrichir les puissances impérialistes.

Les entreprises étrangères pèsent de façon décisive sur la vie politique du pays: une étude réalisée en 1970-71 auprès des directeurs des 150 plus grosses sociétés du pays révèle que 55,4 % des dirigeants de celles où le capital étranger prédominait avaient déjà occupé ou occupaient des postes gouvernementaux

(ministres ou membres de cabinets ministériels), ce qui était seulement le cas pour 19,7 % des dirigeants de sociétés à capitaux exclusivement argentins!

La situation économique du pays est, depuis plusieurs années, catastrophique: inflation supérieure à 100 %, faillites en cortège, taux de chômage proche de 20 %, baisse de près de moitié, en six ans, du pouvoir d'achat des travailleurs. Elle illustre de manière frappante l'ampleur des effets de la crise économique mondiale sur une économie dépendante. Une économie à partir de laquelle est organisé un transfert massif de capitaux vers les centres impérialistes. Centres auxquels elle se voit contrainte d'emprunter d'autres capitaux à des taux d'intérêts exorbitants, pour financer notamment... les infrastructures indispensables au fonctionnement des multinationales. Une économie dont la dette extérieure, produit de ces mécanismes d'exploitation, atteint maintenant le chiffre record de 37 milliards de dollars. Réalités des plus classiques d'une économie subordonnée dans le cadre du système impérialiste...

C'est à partir d'elles qu'il faut juger la guerre que mène dans l'Atlantique-Sud l'ancienne puissance coloniale acharnée à défendre les restes de son empire et que le mouvement ouvrier doit prendre position.

Jean-Pierre Beauvais

La politique internationale de Cuba

Nous publions ci-dessous la fin de l'article sur la politique internationale de Cuba. Dans la première partie publiée dans « Rouge » n° 1015 (semaine du 7 au 13 mai) notre camarade Jean-Pierre Beauvais, suite à un séjour à Cuba, analysait l'importance de la dimension internationaliste dans les mobilisations des masses cubaines ; la profonde identification avec les luttes révolutionnaires d'Amérique centrale, d'une part, et la nécessité de se préparer à n'importe quel type de confrontation imposé par l'impérialisme américain, d'autre part. Il relatait les inquiétudes des dirigeants cubains, conscients d'une possible fuite en avant militaire de l'administration Reagan, dans le cadre de son offensive contre-révolutionnaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Leurs inquiétudes aussi, face aux nombreux problèmes du camp socialiste, problèmes économiques, Afghanistan, Pologne... Il soulignait enfin l'importance nouvelle donnée dans les prises de position officielles à la nécessité pour Cuba d'avoir une « politique internationale propre » qui ne soit « pas subordonnée à la politique d'autres Etats socialistes ». Quel peut être le contenu d'une telle politique alors même que toute divergence importante avec l'Union soviétique — dont l'aide massive et la garantie militaire ont été déterminantes pour assurer la survie face à l'agression impérialiste — est a priori exclue ?

La politique internationale des castristes est depuis longtemps marquée par une profonde contradiction.

La révolution cubaine s'est placée d'emblée aux avant-postes du combat contre l'impérialisme. En donnant naissance au premier Etat ouvrier d'Amérique, à quelques dizaines de kilomètres des côtes américaines, elle devenait la cible privilégiée des Etats-Unis. Depuis vingt ans, elle a pu survivre au blocus économique, aux tentatives d'invasion, aux agressions répétées grâce à la permanence d'une extraordinaire mobilisation de masse, à un peuple prêt aux plus grands sacrifices pour défendre ses victoires et ses acquis. Elle a pu aussi survivre grâce à l'aide économique considérable fournie par l'Union soviétique et ses alliés et à leur garantie militaire de fait.

Deux camps

Ces réalités ont largement conditionné la vision de la situation mondiale des dirigeants cubains. Selon

eux, celle-ci doit être analysée en premier lieu à partir de l'affrontement entre deux camps fondamentaux : l'impérialisme et le « camp socialiste ».

Ils en concluent — logiquement — que le combat contre l'impérialisme ne peut se mener réellement et efficacement sans s'allier d'une manière ou d'une autre au « camp socialiste ». Toute « troisième voie », comme ils disent, est illusoire et erronée. C'est ce que soulignent les thèses internationales adoptées par le congrès du Parti communiste cubain : « L'unité d'action est nécessaire entre les trois grands courants de notre époque : le système socialiste mondial, le mouvement ouvrier international et le mouvement de libération nationale. Porter atteinte à l'unité (...) entre ces trois grands courants, quelles qu'en soient les raisons, fait objectivement le jeu de l'impérialisme ». Cette analyse est renforcée par la conviction que toute lutte conséquente contre l'impérialisme ne peut, tôt ou tard, que déboucher sur la lutte pour le socialisme. Lutte

qui, dans le cadre de cette analyse, se confond avec la lutte pour le renforcement et l'extension du « camp socialiste ».

Une politique assimilant les intérêts du prolétariat mondial et des peuples opprimés aux intérêts du « camp socialiste », tel qu'il existe actuellement, conduit inévitablement à subordonner les intérêts de ce prolétariat et de ces peuples opprimés à ceux des bureaucraties au pouvoir dans les Etats ouvriers ; essentiellement aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Et ce d'autant plus que les communistes cubains parlent du « camp socialiste » comme d'une entité homogène à l'unité de laquelle il ne peut être porté atteinte. Toute position contraire ne pouvant, là aussi, que « faire objectivement le jeu de l'impérialisme »...

On comprend, dès lors, les positions défendues par Fidel Castro lors de la dernière conférence du Mouvement des non-alignés ou encore les quelques déclarations officielles à propos de la Pologne.

Extension de la révolution et « politique internationale propre »

Mais, en même temps, et au-delà de prises de positions tactiques et conjoncturelles, les dirigeants cubains n'ont cessé de défendre la nécessité de l'extension de la révolution en Amérique latine. La victoire de la révolution nicaraguayenne puis la montée révolutionnaire en Amérique centrale ont, à cet égard, constitué des tests de première importance : ils ont, dans la mesure de leurs moyens, activement aidé les processus révolutionnaires en cours, au prix de sacrifices réels et de risques politiques sérieux pour l'Etat ouvrier cubain. C'est là un « devoir sacré » comme il est souvent répété à Cuba. Un devoir envers les peuples en lutte d'Amérique centrale et aussi envers le peuple cubain lui-même puisque « de nouvelles victoires révolutionnaires en Amérique centrale sont décisives pour le renforcement de notre révolution ».

Depuis le « grand virage » que représente, selon Fidel Castro, la nouvelle situation en Amérique centrale, c'est là l'axe essentiel de la politique internationale de Cuba. La conception révolutionnaire et internationaliste qui le sous-tend est contradictoire avec une subordination aux intérêts de la bureaucratie soviétique qui s'exprime dans une conception de la coexistence pacifique ne remettant pas fondamentalement en cause le statu quo dans les « chasses gardées » de l'impérialisme.

Bien plus que les inquiétudes sur « l'accumulation de problèmes que connaît le camp socialiste », c'est la politique envers la révolution centro-américaine, son importance jugée décisive et les problèmes qu'elle ne manque pas de poser qui sont à l'origine de l'affirmation nouvelle de la nécessité d'une « politique internationale propre » par les dirigeants cubains.

Les tentatives, à partir de la situation spécifique de Cuba, de tirer au maximum parti des contradictions interimpérialistes croissantes — notamment celles surgies à partir de l'offensive contre-révolutionnaire de Reagan — sont, selon les Cubains, une autre affirmation de la volonté d'élaborer une « politique propre ». Comme l'est l'intérêt porté aux initiatives de la social-démocratie en Amérique latine, analysée comme une expression particulière des contradictions interimpérialistes dans le continent.

On voit, cependant, combien les

NICARAGUA :

Participer à l'anniversaire de la révolution à Managua...

Le 19 Juillet prochain, le Nicaragua célébrera le troisième anniversaire du renversement de la dictature de Somoza et de la victoire de la révolution sandiniste. Comme les années précédentes, ce sera l'occasion de nombreuses fêtes populaires dans tout le pays et d'un grand rassemblement de masse à Managua.

Cette année, malgré l'offensive de l'impérialisme américain pour isoler leur révolution, malgré les tentatives d'étouffement économique et d'encerclement politique, les responsables nicaraguayens ont fait un effort particulier pour ceux qui sont solidaires ou veulent découvrir les nouvelles réalités de leur pays puissent être parmi eux à l'occasion de ces commémorations.

Dans cet esprit, Turnica, la toute nouvelle entreprise d'Etat chargée de l'accueil des visiteurs étrangers, a mis sur pied, en collaboration en France avec la « Compagnie des voyages », un séjour-circuit au Nicaragua. Les participants assisteront au rassemblement de Managua et pendant deux semaines parcourront le pays. Alternent visites touristiques et rencontres permettant de mieux comprendre les acquis et les problèmes du nouveau Nicaragua (rencontres avec des responsables du FSLN, de la centrale syndicale sandiniste — CST —, de l'Association des travailleurs agricoles — ATC —, de l'Association des femmes, avec des responsables de la mise en œuvre de la réforme agraire, etc.).

C'est là une occasion unique, et dans des conditions exceptionnelles, de se familiariser avec la révolution sandiniste et avec la réalité de la situation en Amérique centrale. D'autant qu'il est possible de prolonger son séjour par une ou deux semaines supplémentaires entièrement libres et avec des facilités de logement particulièrement avantageuses.

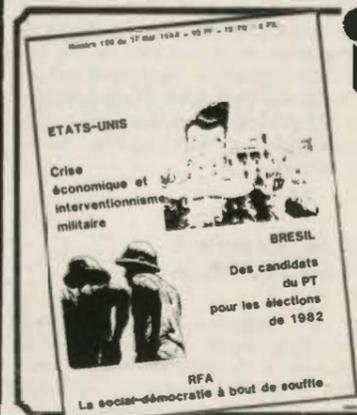
Pour ceux qui ne peuvent prendre leurs vacances en juillet, un autre voyage est organisé dans les mêmes conditions pendant le mois d'août. Le départ est fixé le 11 juillet pour le premier voyage et le 1^{er} août pour le second.

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à la « Compagnie des voyages », 15, rue Pierre-Lescot. Paris 75001. Tél 508 44 88.

POLOGNE

Après le 13 mai, renforcer la solidarité

Après les manifestations de masse du 1^{er} et du 3 mai, la direction



INPRECOR

VIENT DE PARAITRE
INPRECOR numéro 126

Au sommaire :

Editorial : A bas la sale guerre de l'impérialisme britannique !

USA : Nouvelle récession : vers un chômage record.

Brazil : Nouvelles victoires dans la construction du Parti des travailleurs.

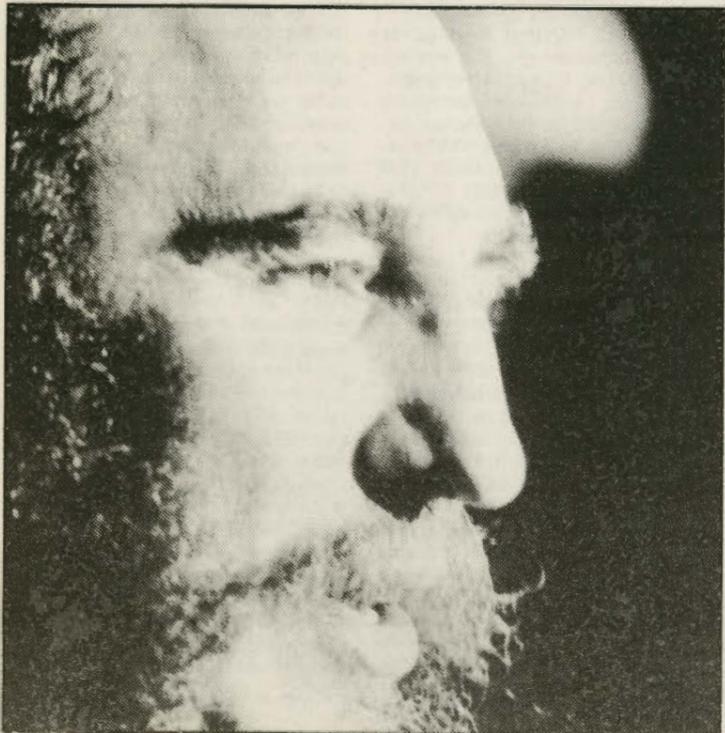
Pologne : Imposantes manifestations à l'appel de Solidarité.



clandestine provisoire de Solidarité avait appelé à faire du 13 mai une journée nationale de protestation contre l'état de guerre. Peu d'informations ont pour le moment filtré sur l'ampleur exacte du mouvement. A Varsovie, dans le centre ville, la circulation automobile avait été interrompue et un concert de klaxons s'est élevé à midi, durant une minute, comme le demandaient les consignes syndicales. La veille, la police s'était livrée à une imposante démonstration de force : des convois de plusieurs centaines de véhicules de la milice ont sillonné la ville. Dès le 13 au matin, les usines de Varsovie ont été encerclées par la milice. Malgré cela, l'arrêt de travail aurait été suivi de manière importante, selon certains des journalistes occidentaux présents. Quant à l'agence officielle PAP, elle s'est crue obligée d'écrire que « des tentatives d'interruption de travail ont été faites dans deux ou trois entreprises par département », reconnaissant par-là le caractère national du mouvement.

Arguant de la faiblesse des protestations, la junte a crié victoire au soir du 13 mai. Mais, dès le lendemain, elle s'est vue obligée de reconnaître que plus de 10 000 personnes ont manifesté à Cracovie. Le ton des commentaires officiels, selon lesquels « les personnes qui ont organisé des actions de protestation dans les usines ont été limogées selon une procédure disciplinaire », l'ampleur de la répression (plus de 3 000 arrestations depuis le début du mois selon les sources officielles, qui donnent chaque jour de nouvelles listes d'arrestations et de condamnations), les menaces enfin (le quotidien de l'armée écrit : « Chaque tentative de troubler la paix sociale sera résolument contrecarrée par les forces de sécurité »), tout cela est bien contradictoire avec les communiqués de victoire de la junte. Il semble bien, au contraire, que celle-ci ait décidé de poursuivre l'escalade répressive, dévoilant ainsi chaque jour plus clairement la seule assise de son pouvoir : l'appareil répressif de l'Etat. Et, a contrario, la force croissante du mouvement des masses contre la junte.

C. S.



HISTOIRES DE JAZZ

Parce qu'elles sont étroitement liées à une histoire sociale riche et dramatique, les musiques regroupées sous le titre réducteur de « jazz » ont fait l'objet d'une littérature abondante de la part des ethnologues et musicologues. Cette histoire musicale montre l'absurdité qu'il y a à vouloir réunir sous un même nom tout ce que le peuple noir ou créole d'Amérique a produit depuis un siècle et plus : chants du travail variant d'une tâche à une autre, chants religieux se différenciant en fonction de l'obédience des temples, blues en forme de mille plaintes, ragtime prenant ses racines dans la musique des fanfares, swing, be bop, cool music, free jazz, soul music, jazz rock, etc. Essayez, pour voir, de réunir sous un même titre les chants grégoriens, les fugues pour orgues, les symphonies, les opéras, la musique concrète et le disco ; vous passeriez probablement pour un fou.

Toute la littérature consacrée à la musique du peuple noir-américain et à ses musiciens remet systématiquement en question cet amalgame stupide, et relie les créations musicales à l'histoire sociale qui les a fait naître, établissant clairement les différences entre les genres musicaux. Le mot « jazz » n'est pas seulement un moyen commode et illogique de désigner les musiques noires américaines ; c'est aussi un moyen de gommer l'histoire d'un peuple. Or, on conçoit aisément qu'il y ait peu de rapports — ce qui ne signifie pas qu'il n'en existe pas — entre les chants des esclaves des années 1600 et la musique née de la période du black power, plus de trois siècles après. L'exemple est gros, dira-t-on ; mais on peut facilement montrer les différences entre les musiques issues de la période où le peuple noir revendiquait son intégration et celles par lesquelles il s'affirme comme entité culturelle autonome et plus tard comme pouvoir indépendant en gestation.

Musiques en mouvement, fusionnant en elles des cultures aussi dissemblables que celles de l'Afrique aux mille traditions, de l'Espagne conquérante du Nouveau Monde, de la vieille Europe impérialiste, etc. ; imprégnant tout l'art contemporain dans le monde entier après avoir végété des siècles durant autour de la Nouvelle-Orléans ; c'est une histoire fantastique que celle des musiques noires-américaines, recrées sans cesse au cœur même du plus grand Etat raciste...

Alors... on met peut être *Ornithology* de Charlie « Bird » Parker sur le tourne-disques ; et on bouquine. Ça peut faire passer une bonne et studieuse soirée, et probablement plusieurs.

J. P.

● **FREE JAZZ ET BLACK POWER**
(Philippe Carles et Jean-Louis Comolli, Editions Galilée, 1979)

C'est un livre qui fait autorité sur le free jazz : il ne s'agit pas d'un problème noir mais d'un problème blanc ; c'est le pouvoir noir au sens culturel du terme ; c'est le refus de la colonisation culturelle blanche et l'affirmation d'une entité qui a ses racines en Afrique même. Bref, c'est l'un des rares livres dans lequel soit abordé le rapport entre musique et politique avec clarté et lucidité. Les auteurs ont eu la bonne idée d'y ajouter un petit who's who du free jazz qui contient près de deux cent soixante grands noms et ont complété leur travail d'une discographie.

● **L'AVENTURE DU JAZZ**
(James Lincoln Collier, 2 volumes, Editions Albin Michel, 1981)

Récemment publié, ce livre est lui aussi appelé à faire autorité. Moins politique que le précédent, l'auteur y traite de manière remarquablement documentée et précise de l'histoire des musiques noires-américaines depuis les origines. On suit pas à pas l'évolution du statut social des Noirs d'Amérique et de leurs musiques, depuis les chants du travail et les « field hollars » (cris

des champs) jusqu'aux créations les plus récentes du courant « free » ou de l'AACM (association for advancement of creative music).



Ainsi retrouve-t-on les liens ténus existant entre les musiques noires américaines les plus proches de nous et les traditions polyrythmiques les plus anciennes de l'Afrique. On remarque également dans ce livre, mais peut-être à l'insu de son auteur, une des contradictions de l'Etat raciste et impérialiste d'Amérique : son expansionnisme le conduit à donner une audience mondiale à cette culture... et plus tard à ce pouvoir noir qui précisément le mine de l'intérieur.

L'Aventure du jazz est un livre forcément inachevé...

Au fait, lorsqu'on y pense, ce sont bien les Français les responsables du jazz. Sans nos vaillants ancêtres qui déportaient les Noirs d'Afrique, nous n'aurions pas le jazz d'aujourd'hui...

Boris Vian

● **HOMME ET PROBLEMES DU JAZZ**

(André Hodeir, Editions Parenthèses, 1981)

Ce livre fut édité une première fois en 1954. Dans la réédition de 1981, l'auteur signe une préface précisant qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'il avait écrit autrefois. Nous pensons qu'il a eu tort de ne pas procéder à quelques corrections des passages scabreux qu'il contient ; en voici un échantillon :

« *Musique où les intérêts sensoriels l'emportent de beaucoup sur la passion intellectuelle* ; « *le jazz, pour être compris, semble requérir une sensibilité neuve, encore insatiable, un trop-plein de dynamisme qui cherche à s'employer. L'être en qui se rencontrent au mieux ces conditions, c'est on le voit, l'adolescent* » ;



Boris Vian

« *le propre du compositeur européen est de méditer... le musicien de jazz ne médite pas* » ; « *pourrait-on légitimement tenir rigueur à ces hommes (les musiciens de jazz, NDLR) de n'être pas cultivés ?* », etc.

Cela étant, cet ouvrage écrit par un musicien compétent (il le dit lui-même) s'adresse à des lecteurs qui sont capables de faire la différence entre une pause et un soupir, qui savent lire le solfège et une partition et qui pourront, en ce cas, tirer le meilleur parti des analyses présentées.

● **ECRITS SUR LE JAZZ**

(Boris Vian, tome 1, Christian Bourgois éditeur, 1981)

Ce livre a déjà été présenté dans ces colonnes ; rappelons qu'il s'agit des articles publiés par Boris Vian dans *Jazz Hot* et dans *Combat* entre 1946 et le début de l'année 1950, alors que fait rage la bataille entre les « anciens », partisans du « jazz classique », qui recevront le soutien de Louis Armstrong en personne, et les « modernes » qui défendent la révolution bop.

Nous attendons avec impatience le deuxième tome promis par l'éditeur.

● **BIRD, LA VIE DE CHARLIE PARKER**

Ross Russel, éditions Filipacchi, 1980

Préfacé par Chan Parker, la veuve du musicien, ce livre a reçu en quelque sorte un certificat de sérieux et d'authenticité des faits qui y sont relatés. Charlie Parker était un personnage double : celui qui voulait vivre beaucoup une vie personnelle discrète et familiale et cet autre, buveur et drogué. Entre les deux faces de ce personnage, le statut de musicien noir aux USA. Un musicien de génie, chef de file de la révolution bebop, entraînant avec lui Thelonious Monk, Dizzy Gillespie, Kenny Clarke, Max Roach, Miles Davis, etc. Mais un musicien noir, ce qui en Amérique est tragique. Charlie Parker est mort en 1955, à l'âge de 35 ans.

● **TO BE OR NOT TO BOP**

(Al Fraser et Dizzy Gillespie, Presses de la Renaissance, 1981)

Histoire en forme d'interviews du célèbre et clownesque trompettiste qui avec *Bird* lança le be-bop, histoire que l'auteur, Al Fraser, a

confrontée aux témoignages des musiciens cités par Dizzy. Lui aussi est un Noir d'Amérique ; et à son talent de musicien, il ajoute l'arme redoutable de l'humour, voire de la dérision.

Cette bibliographie est évidemment sommaire, dans la mesure où elle ne réunit que des œuvres publiées récemment et écrites ou traduites en français. Mentionnons que nous n'avons vu dans aucune librairie cet ouvrage émouvant consacré à Charlie Mingus et intitulé « *Moins qu'un chien* » paru en 1973 chez Robert Laffont, que c'est par hasard chez un bouquiniste des quais de la Seine que nous avons retrouvé le livre bien documenté de Charles Delaunay intitulé « *Django, mon frère* » publié par Eric Losfeld en 1968. Mais l'essentiel de la littérature « jazzistique » est en langue anglaise et reste aux USA.

J. P.

Catherine Ribeiro ...

CATHERINE Ribeiro à Bobino jusqu'au 23 mai, serait-ce enfin la fin du ghetto ? Maintenu, comme Colette Magny ou comme François Béranger, dans cette catégorie de « galateuses de gauche » ce ghetto qui se voudrait infamant inventé par les vautours du show-business, pour séparer les potentiels « disques d'Or » des autres.

Pendant près de vingt ans, Catherine Ribeiro a chanté la solidarité et la colère pour le public des causes généreuses et de galas militants ; et pour cette générosité, cette disponibilité, on l'a tenue soigneusement écartée des médias, télé et radios de la V^e République.

Alors, 15 jours de « one woman show » à Bobino, avec, le soir de la première, Mitterrand, des ministres, Bouchardeau et Krivine dans la salle, ce n'est pas seulement l'officialisation d'un talent longtemps masqué par le pouvoir d'argent, c'est enfin, la possibilité offerte au « grand public », de découvrir cette femme à la voix d'acier trempé qui découpe et cisèle textes et musiques en réinventant le plaisir de chanter.

M. L.



sur le petit écran

● **Dimanche 20 h 35 (A2)** à la place du mauvais film de Lelouch sur l'autre chaîne, passez une heure avec Serge Gainsbourg. Les paras,

eux, peuvent repasser sur la Une... 22 h 30 (FR3) *les Hommes contre* de Francesco Rosi, avec A. Cuny et G.-M. Volonte. Quelques se-

maines après *les Sentiers de la gloire*, la version italienne de la boucherie de 1914/1918, (1916-1918 pour les Italiens) prouve que la connerie des généraux n'a (hélas !) pas de frontières...

● **Lundi 21 h 35 (TF1)** *L'Equipée sauvage* de Laslo Benedek avec Marlon Brando. Cuir + moto + Brando = naissance d'un mythe, qui depuis 1953, date de réalisation du film, n'en finit pas de dérouler ses volutes.

20 h 35 (A2) *Le Grand Magic Circus* raconte le bourgeois gentil-

homme... Une grande fête bouffonne ; un spectacle coloré et délirant, à l'humour énorme et dévastateur.

● **Mardi 20 h 35**, le choix entre une dramatique de Ch. Brabant, *la Sorcière* adaptée de Michelet (TF1), et un film d'Hitchcock (sur A2) dont le titre résume à merveille le propos : *le Faux Coupable*.

● **Judi 20 h 35** *Non-récupérables*, une dramatique de Franck Apprédis sur les rapports entre jeunes délinquants et éducateurs...

20 h 30 (FR3) *Salpêtre sanglant* d'Helvio Soto, sur un épisode de la

seconde guerre du Pacifique (1879-1883) dite aussi « guerre des nitrates », qui opposa le Chili à la Bolivie alliée au Pérou. Deux grands films antimilitaristes cette semaine... Hernu va-t-il faire fermer les foyers télé dans des casernes ? Le film sera suivi d'un débat, consacré à deux grands thèmes : « le militarisme en Amérique latine », et « Un militaire peut-il être de gauche ? »

● **Vendredi 20 h 30 (FR3)** carte blanche à Anne Gaillard... les PME commencent (ou recommencent) à faire dans leur froc !

Michel Laszlo

LES IMMIGRÉS UN AN APRES LES PROMESSES

• Le cinquième festival culturel sur le thème de l'égalité des droits et de la solidarité internationale

Le festival se tiendra pour la première fois sous un pouvoir de gauche, expliquait à la presse un porte-parole de la MTI (Maison des travailleurs immigrés). Il est par conséquent naturel qu'il interpelle le gouvernement sur les principaux problèmes de l'immigration et tout aussi impérieux qu'il appelle les travailleurs immigrés et les travailleurs français à l'unité et à la vigilance contre les manœuvres de la droite et ses menées racistes.

La situation des immigrés, en effet, n'a pas réellement changé depuis un an. Bien que des mesures positives aient été prises comme la loi sur le droit d'association et celle sur la régularisation des travailleurs sans papiers. Cette dernière, en effet, qui a permis la régularisation de cent mille sans-papiers a laissé au moins quarante mille dossiers de

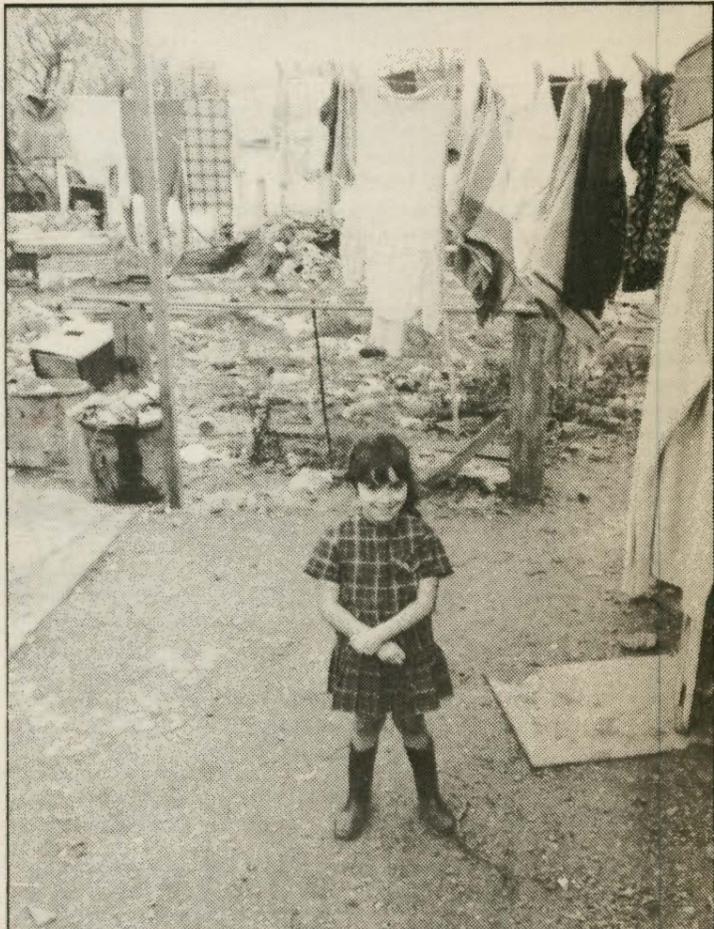
côté... Quant au ministre de l'Intérieur, il a fait voter une loi que les immigrés jugent peut être pire que celle de Bonnet. Il a par ailleurs ajouté des déclarations par lesquelles il assimile les immigrés aux délinquants et les réfugiés politiques aux terroristes...

Ces dernières scandalisent, on s'en doute, les travailleurs immigrés : « Elles sont faites dans une période où la droite et l'extrême droite sont mobilisées pour la relance des activités racistes anti-Noirs et anti-Arabs... » et dans un contexte où les travailleurs immigrés sont particulièrement mobilisés (pour la régularisation de leur statut ou dans les grèves de Flins ou Citroën).

Au moment où les directions confédérales des syndicats, comme celles du PS et du PC, diminuent encore leur prise en

charge des luttes unitaires nécessaires entre travailleurs français et immigrés, le Festival culturel est une initiative importante : ce seront 21 jours de culture et de communication des travailleurs immigrés et de leurs familles sous le thème de l'égalité des droits et de la solidarité internationale ; ils devraient être mis à profit par de nombreux militants français pour faire le point de la situation avec les immigrés.

Ce festival doit être l'occasion d'interpeller le PS sur ses promesses d'il y a un an, quand il avait prévu de donner le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales. Une telle mesure serait positive, même si par elle-même elle ne peut résoudre tous les problèmes : en ne traitant plus les immigrés comme des « non-citoyens », elle faciliterait la prise en charge de leurs autres revendications.



DEFFERRE A FAIT VOTER UNE LOI BONNET-BIS

• Interview d'un porte-parole de la Maison des travailleurs immigrés

Pour préciser dans quel contexte s'inscrit cette année le Festival culturel des immigrés, nous avons posé quelques questions à des militants de la Maison des travailleurs immigrés.

• Pourquoi parlez-vous de « loi Bonnet-bis » ?

— La loi Defferre maintient un statut à part pour les immigrés : la double pénalisation, avec l'expulsion qui peut toujours s'ajouter à une peine d'un an de prison ; les restrictions à l'entrée pour les travailleurs étrangers, etc.

• Comment ont évolué vos relations avec les syndicats ouvriers ?

— Il n'y a pas eu de solidarité des syndicats devant la loi Defferre. Le PC a refusé. Le PS a été partagé entre divers courants. On sait aussi qu'il y a eu une division lors du vote de la loi par la majorité. La conséquence immédiate est facile à comprendre : la situation des travailleurs s'aggrave. Nous demandons que le grand débat sur la situation des immigrés, qu'on nous avait promis, ait lieu. Nous voulons de même une mobilisation réelle, pour assurer le maximum d'acquis en profitant de la défaite de la droite. Quand je dis qu'il n'y a pas eu de solidarité des syndicats, je pense surtout aux directions nationales : elles n'ont pas voulu désavouer la loi Defferre. Au niveau des syndicats de base, nous pouvons constater que les réactions à l'égard des immigrés sont assez souvent différentes.

• Quelles sont vos revendications précises au sujet des droits politiques ?

— Tout citoyen doit avoir le droit de vote. Cela ne devrait même pas se discuter. Mais, étant donné notre situation, nous sommes obligés de poser le problème autrement. Si tu regardes, par exemple, le cas de

l'Angleterre, tu constates que la nationalité y est accordée aux immigrés au bout de quatre ans de résidence en Grande-Bretagne ; pourtant, cela ne suffit pas à empêcher les réactions racistes puisque les immigrés sont cantonnés à vivre dans des ghettos.

Si on ne nous permet pas le droit d'expression, si on ne nous laisse pas disposer librement de moyens d'information, si nous n'avons pas les mêmes droits que les autres travailleurs dans les entreprises et pour nous loger... comment utiliser le droit de vote si nous l'avons ? Il est donc logique de reconnaître le droit de vote aux immigrés tout en s'attaquant à tout ce qui crée une ségrégation entre travailleurs français et étrangers.

• Vous revendiquez l'égalité des droits. Mais dans l'immédiat quelles sont vos préoccupations les plus urgentes ?

— Droit au logement, à l'emploi, etc. Il n'est pas utile de donner toute la liste de ce qui devrait changer par rapport à la politique de la droite. Sur ces revendications, nous souhaitons que l'unité se développe avec le maximum de syndicalistes français. Pour les immigrés, il faut cependant ajouter la question du droit à la formation, qui pose des problèmes particuliers, et qui est très importante.

Nous voulons aussi être bien compris au sujet des « accords bilatéraux » signés par le gouvernement français et tel ou tel gouvernement de l'un des pays d'origine des immigrés. De tels accords se font en effet sur le dos des immigrés et pas en faveur des travailleurs immigrés. Car les problèmes (politiques ou économiques) qui ont poussé à l'immigration restent non résolus dans nos pays d'origine... En fait, ce que nous voulons, c'est avoir le libre choix entre le retour au pays ou le fait de vivre en France dans de bonnes conditions.

Propos recueillis par Pierre Rème.

LE FESTIVAL CONTINUE

JUSQU'AU 5 juin, à Paris, le Festival culturel des travailleurs immigrés se poursuit *

• Un programme de cinéma non stop, tous les jours : des films sur

l'immigration ou sur les luttes dans les pays d'origine, suivis de débats.

• Trois soirées de solidarité internationale, avec la Palestine, l'Afrique australe, l'Amérique centrale, les 1^{er},

3 et 4 juin, à l'AGECA, 177, rue de Charonne.

• Au même endroit, le dimanche 30 mai, une journée des femmes immigrées.

• Quatre forums débats : sur le logement, sur la régularisation des sans-papiers, sur la formation, sur les droits politiques, les 22, 23, 27 et 28 mai.

• Enfin, le 5 juin, la MTI organise un gala de 14 h à 23 h à la porte de Pantin, tout en appelant à participer à la manifestation contre Reagan.

• Parallèlement à ces initiatives parisiennes, plusieurs villes seront marquées par d'autres activités permettant aux immigrés d'exprimer leurs problèmes et leurs aspirations. Tel est le cas à Lyon, à Châlons, dans le Val-de-Marne.

* Pour plus de détails sur les horaires et les lieux de toutes ces activités, d'adresser à la MTI (Maison des travailleurs immigrés, 46, rue de Montreuil, Paris 11^e. (Tél: 372 75 86).



UN SUCCES QUI EN APPELLE D'AUTRES

SUCCES du Festival jeunes immigrés organisé le dimanche 16 mai : un millier de participants ont répondu à l'invitation du Collectif jeunes immigrés soutenu par la FASTI. Cette initiative, parallèle à celle de la Maison des travailleurs immigrés, était un lieu de rencontre des divers groupes d'expression des jeunes immigrés de la banlieue parisienne, rejoints par le groupe rock de Lyon, « Carte de séjour ». Portugais, Antillais, Berbères, Africains, Arabes... cette rencontre montrait les différences et permettait le dialogue. De même que les projections vidéo engageaient le débat sur la façon dont les jeunes immigrés se percevaient comme déracinés, tout particulièrement ceux originaires du Maghreb.

Ainsi était réalisé l'un des objectifs des organisateurs : faire apparaître que les jeunes immigrés créent, luttent ; et leur donner l'occasion de sortir de leurs cités où ils sont enfermés comme dans des ghettos. Une initiative qui prend le contre-pied du thème « immigrés = délinquance ».

Ce festival, cependant, ne fait pas que souligner à quel point les immigrés se heurtent à un ordre, inchangé depuis le 10 mai, incarné par une police pour qui « si ces jeunes ne sont pas contents, qu'ils retournent chez eux dans leurs poubelles » (sic !). Leurs réactions de violence parfois ou leur volonté de lutter et de s'exprimer pourront-elles être long-

temps ignorées des organisations ouvrières ? Rien n'est moins sûr. Si certains, comme les Portugais, les Italiens ou les Espagnols, s'intègrent moins difficilement à la société française, leurs revendications de droit à la formation et à l'emploi n'en sont pas moins vives. Quant aux Marocains ou aux Algériens, ils sont massivement chômeurs... Avec une mention particulière pour les jeunes Algériens, à qui le gouvernement impose d'office la nationalité française sous prétexte que « du temps de nos colonies », l'Algérie c'était la France.

Une telle initiative mériterait d'être soutenue par l'ensemble du mouvement ouvrier ; tant dans la région parisienne que nationalement.